TRANS-MUTATION

L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DES DIRIGEANTS PRIVÉS ET PUBLICS

INÉGALITÉS & PROGRÈS

Jeudi 30 et vendredi 31 août 2018, à Profondval
Réflexions et rencontres pour mieux se connaître et anticiper,
de manière transdisciplinaire, les profondes mutations de notre société

www.trans-mutation.eu

Inégalités & progrès.

Utopies et aspirations des précédents siècles, où en sont l'égalité et le progrès Et comment les concilier ?

Pour l'égalité, les faits sont hélas criants.

Les 85 personnes les plus riches au monde détiennent autant que les 3,5 milliards les plus pauvres. Les pays démocratiques voient grimper en flèche les inégalités sociales depuis une trentaine d'années.

Les inégalités ne portent pas uniquement sur les capitaux, les revenus, les richesses, mais aussi sur les formations, les intégrations, les formes de reconnaissance, de bonheur, de bien-être, de conditions sanitaires, de tranquillité …

Et le progrès, qui a tant enthousiasmé les baby-boomers, devient aujourd'hui un monstre, coupable de catastrophes environnementales, de la dérive consumériste (perte de sens et de valeurs). Le progrès s'accompagnerait de risques accrus pour la sécurité (inégalités croissantes et robots tueurs), les libertés individuelles (bigbrother), l'emploi (détruit par les robots et l'intelligence artificielle), l'égalité, la solidarité…

Pour explorer notre thème, revisitons la pensée du philosophe Alexis de Tocqueville sur l'égalité, telle que décryptée par deux de nos orateurs.

« Le désir de l'égalité devient toujours plus insatiable à mesure que l'égalité est plus grande » dit-il.

L'envie se satisfait dans la réclamation d'une égalisation accrue, mais cette dernière, si elle est obtenue, relance la course, si bien que, en fin de compte, toute petite différence, « la plus petite dissemblance» comme dit Tocqueville.

« Les institutions démocratiques, affirme Tocqueville, *développent à un très haut degré le sentiment de l'envie dans le cœur humain. »* La passion de l'égalité stimule l'envie, pour Patrick Savidan.

« Le génie sociologique de Tocqueville consiste à repérer que la passion pour l'égalité peut très bien aller de pair avec une recherche des inégalités : dans une société de masse, je dois me distinguer pour exister. Puisque nous sommes égaux, la compétition sociale est équitable. Certains sortent vainqueurs de la compétition. Donc les inégalités sont justes.» (François Dubet)

Tocqueville constate :*« Celui qui a renfermé son cœur dans la seule recherche des biens de ce monde est toujours pressé, car il n'a qu'un temps limité pour les trouver, s'en emparer et en jouir. Le souvenir de la brièveté de la vie l'aiguillonne sans cesse. Indépendamment des biens qu'il possède, il en imagine à chaque instant mille autres que la mort l'empêchera de goûter, s'il ne se hâte. »*

Le consumérisme actuel, grand allié de l'inégalité économique, ne pourrait-il se révéler miné, de l'intérieur, par cette inquiétude plus profonde ?

Où en est le progrès ? Et qu'est-ce exactement ?

On dit que le monde est de plus en plus pauvre. Fadaise, répond Franz-Olivier Giesbert, cette année, grâce à la Chine, la croissance mondiale sera de 3,6%.

Jamais l'espérance de vie n'a été aussi élevée. En 1800, 94 % de la population était en extrême pauvreté; aujourd'hui, ils sont moins de 10%, essentiellement concentrés en Afrique.

Le PIB mondial a augmenté autant durant les 30 dernières années que durant les 30.000 années précédentes.

Les progrès de la médecine profitent à tous, la mortalité infantile est passée de 20% à 7% en 100 ans.

La violence a aussi fortement diminué malgré les atrocités du 20ème siècle.

Au niveau de l'éducation, en 1800, 12% des individus savaient lire; aujourd'hui, ils sont 86%.

Et pourtant, sommes-nous plus heureux ? Selon Eric Lambin, le sentiment de bonheur moyen n'a pas augmenté depuis les années 50 en Occident. Faut-il en déduire que le progrès n'apporte pas le bonheur au-delà d'un certain seuil ?

Et pourtant, les enjeux environnementaux, démographiques, géopolitiques, n'ont sans doute jamais été aussi importants.

Quel va être le rôle du progrès pour résoudre ces enjeux ?

Qu'en est-il de la révolution digitale - dont beaucoup disent que cette 4ème révolution industrielle va bouleverser le monde de manière plus fondamentale que les 3 autres révolutions ? Cette révolution vectrice d'accélération, d'automatisation, est en train de remettre en cause un des aspects fondamentaux de la nature humaine, la valeur du travail.

Allons-nous être égaux face à cette révolution ? Elle touche aussi bien les activités manuelles que les activités intellectuelles extrêmement sophistiquées. Ces activités sont susceptibles d'automatisation et d'appréhension par l'intelligence artificielle, comme l'a rappelé Laurent Alexandre l'année dernière.

C'est au cœur de cette réflexion que se joue l'interaction entre égalité et progrès.

Il y a les tenants des solutions apportées par l'État Providence et d'autres de solutions apportées par le libéralisme et l'entrepreneuriat.

La répartition des richesses créées par les activités de production est réalisée en deux temps : répartition primaire avec la rémunération des facteurs de production et répartition secondaire qui modifie la répartition primaire par la redistribution. Les inégalités qui subsistent, sont dues le plus souvent aux inégalités de répartition de patrimoine.

"Il n'y a pas d'agriculture prospère sans propriété privée, pareil pour l'industrie, mais il n'existe nulle part de système éducatif ou sanitaire viable sans intervention de l'État" nous précise Amartya Sen, économiste et prix Nobel. On peut se demander si une société est viable si ses citoyens n'y ont aucun rôle actif.

Pour lui, le PIB n'est pas l'indicateur de progrès d'un État. La Société ne se confond pas avec l'économie, il faut prendre en compte l'indice de développement humain(IDH), indice qu'il a créé. Le but de tout régime politique est de satisfaire les « capabilités » - les aspirations - de ses citoyens.

Or, si nous avons progressé dans la connaissance et la maîtrise de la nature extérieure, avons-nous pour autant progressé dans la connaissance et la maîtrise de nous-mêmes et de nos passions, de nos systèmes de gouvernance ?

Est-ce que l'immobilisme ou le retour en arrière, ou au contraire la course aveugle aux développements technologiques - au détriment des développements humains - vont être vecteurs de solution.

Est-ce que l'égalité a postériori par la redistribution est plus juste que l'égalité a priori qui octroie un meilleur accès aux développements des talents et à la formation ?

Quel est le rôle de l'État, de l'entreprise, quel est notre rôle ? C'est avec toutes ces questions que nous vous invitons à faire ce voyage de deux jours avec les 8 escales que nous offriront les 9 orateurs de grande qualité, que nous remercions encore vivement.

Cette année, comme l'année dernière, notre université d'été débutera par un débat.

D'un côté, **François Dubet**, sociologue, professeur émérite de l'université de Bordeaux. Très engagé dans la réflexion sur l'école, devenue selon lui un système à fabriquer l'exclusion, il a publié en 2014 *« La préférence pour l'inégalité »*. Il y défend l'idée que le chaînon manquant à l'égalité est la fraternité ou encore la solidarité. Selon lui, le modèle de l'égalité des chances n'est pas réaliste, il faut lui préférer le modèle de la redistribution par l'Etat Providence.

De l'autre **Simon Ghiotto**, économiste de l'université de Gand, chercheur et fellow chez Itinera Institute. Il a travaillé sur les politiques familiales et a publié *« L'état de la famille »* en 2006. Il plaide pour un enseignement maternel précoce pour donner de meilleures chances aux plus jeunes. La politique familiale est un investissement.

Ira-t-il jusqu'à dire, comme Marc Devos, que l'inégalité est une chance ? Ou encore *« Accepter une large éventail de différences de revenu et de richesse est possible tant que les plus pauvres en profitent ». Une bonne inégalité est provoquée par l'effort, le mérite ou encore l'ouverture à d'autres possibilités.»*

Le débat sera animé Laurent Ledoux.

Cette réflexion sur la formation sera prolongée par **Étienne Denoël**, directeur chez McKinsey. Dans quelle mesure peut-elle être vecteur de progrès et outil de lutte contre les inégalités ? Agir pour améliorer la qualité de l'enseignement permettra - selon lui - de se préparer au mieux pour assurer la prospérité future dans le cadre d'un monde qui se globalise et dans lequel la qualité du système d'enseignement d'un pays ou d'une région deviendra un atout ou un handicap majeur.

Pablo Servigne, chercheur, ingénieur agronome, docteur en sciences de l'ULB a co-écrit « L'entraide, l'autre loi de la jungle». Il a montré que, contrairement à ce que beaucoup pensent, ce n'est pas nécessairement la loi du plus fort qui règne dans la nature. Des inégalités y sont présentes. Mais les compétitions et conflits qu'elles peuvent engendrer sont beaucoup plus rares que la propension à entrer en collaboration qui serait, elle, infinie. Pour lutter contre les inégalités, la collaboration infinie deviendrait la nouvelle source de progrès de l'humanité. On en voit éclore des prémices : la réflexion sur le bien commun, l'intelligence collective, l'open source, le collaboratif.

Chékéba Hachemi, diplomate, afghane, réfugiée en France à 11 ans, a créé à 22 ans l'association "Afghanistan Libre" qu'elle anime toujours aujourd'hui. Elle a rencontré le commandant Massoud à 25 ans, et deviendra la première femme diplomate du gouvernement provisoire afghan à 27 ans. Son message est optimiste : « Les lignes bougent ».

Patrick Savidan, philosophe, professeur à Paris-Est, est président jusqu'à cette année de l'Observatoire des inégalités. Parmi ses nombreux écrits, il nous a proposé de *« Repenser l'égalité des chances »*.

« Tout est devenu plus instable pour nous : le passé, nous ne cessons de le relire et de lui adresser des injonctions issues du présent, quant au futur, nous ne l'envisageons plus qu'avec effroi, comme s'il ne savait plus promettre que le pire. Comme l'État ne joue plus le rôle protecteur qui est le sien, les individus en viennent à entrer dans des rapports de concurrence exacerbée, dont l'enjeu est la maîtrise de la situation et de ses tendances temporelles. »

Olivier Houdé professeur de psychologie à Paris Descartes, dirige le laboratoire de psychologie du développement et de l'éducation de l'enfant(LaPsyDé)de la Sorbonne.

Depuis plus de 20 ans, ce Belge d'origine s'intéresse aux capacités d'inhibition des automatismes du cerveau. Il en parle notamment dans *« Apprendre à résister »*. Selon lui, la question de l'égalité trouve ses racines très précocement dans la vie sociale de l'enfant, L'équité sera dès 7 ans un facteur de cohésion sociale et de survie du groupe. Apprendre à résister, c'est inhiber le système des automatismes pour activer celui de la logique. Ce n'est jamais gagné car, à tout moment, des décisions non rationnelles peuvent revenir, conduisant à la violence, et même au barbarisme.

Matthieu Legrelle et **Frédéric Simonart**, diplômés en sciences sociales et ingénieurs de gestion ont créé en 2012 l'association Duo for a job, interpellés par les inégalités, l'immigration et l'emploi des jeunes. L'apport intergénérationnel de mentors est probant et dessine une voie positive pour permettre aux exclus de retrouver le chemin du progrès social. Une action concrète contre les inégalités et le progrès de notre Société.

Bienvenue à cette 9ème université d'été.

Stanislas van Wassenhove

2010 Performance & Bonheur

- CHRISTOPHE ANDRE
- LEILI ANVAR
- PHILIPPE DESSERTINE
- NELE PAXINOU
- ERIC LAMBIN
- PHILIPPE GABILLIET
- SEBASTIEN DE FOOZ

2011 Sens & Connaissance

- BRIEUC VAN DAMME
- JEAN-YVES HUWART
- DANIEL OLLIVIER
- LAURENT DE CHERISEY
- FRANCOIS JULLIEN
- LUC DEBRABANDERE
- JACQUES FRADIN
- MARC LUYCKX GHISI
- SÉBASTIEN DE HALLEUX

2012 Valeurs & Volatilités

- HENRI BARTHO-LOMEEUSEN
- JEAN-LOUIS SERVAN-SCHREIBER
- FRANS DE WAAL
- ISABELLE SORENTE
- PAUL JORION
- SERGE TISSERON
- BERNARD LIETAER
- EMMANUEL TONIUTTI

2013 Audace & Résistance

- FRANCIS CHOLLE
- ILIOS KOTSOU
- ROGER-POL DROIT
- BRUNO TERTRAIS
- MICHEL HERVE
- FRANÇOISE TULKENS
- ANNE-DAUPHINE JULLIAND
- LUUK VAN MIDDELAAR

2014 Désir & Efficience

- JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD
- VINCENT DE GAULEJAC
- FRÉDÉRIC BUYLE
- JUDITH BERNARD
- ELINA DUMONT
- BARTHOLOMEUS-HENRI VAN DE VELDE
- JEAN-MARC BORELLO
- FRÉDÉRIC LALOUX

2015 Des Racines & Des Ailes

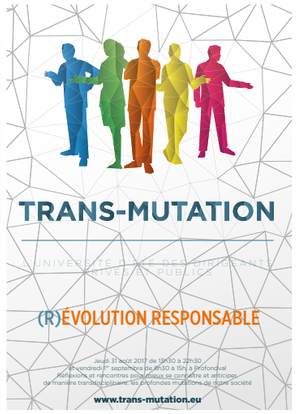
- PIERRE GIORGINI
- FLORENCE SERVAN-SCHREIBER
- JEAN VIARD
- ERIC CAULIER
- MOHAMED TALEB
- JEAN-FRANÇOIS ZOBRIST
- CONSTANCE DE POLIGNAC

2016 Avoirs & Pouvoirs

- JEAN-PAUL DELEVOYE
- PATRICK VIVERET
- GILLES BABINET
- FRANÇOIS LE DOZE
- PHILIPPE FRÉMEAUX
- CHRISTOPHE BLANCHARD-DIGNAC
- BLANCHE MAGARINOS-REY

2017 (R)évolution Responsable

- LAURENT ALEXANDRE
- STEPHEN BOUCHER
- JEAN-MICHEL BESNIER
- SÉBASTIEN DELETAILLE
- FRÉDÉRIQUE BEDOS
- GENEVIÈVE FÉRONE CREUZET
- ABDENNOUR BIDAR
- PHILIPPE VAN PARIJS



TRANS-MUTATION, C'EST D'ABORD UNE ÉQUIPE

STANISLAS
van WASSENHOVE

avocat
stva@me.com

CHRISTÈLE
DUVIEUSART

fonctionnaire européenne
cduvieusart@skynet.be

PIERRE
PORTEVIN

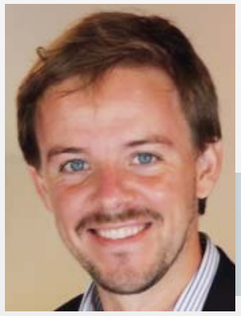
life coach, auteur
pierre.portevin@gmail.com

THOMAS
DERMINE

Head of
Catch Unit delivery

BERNARD
COULIE

professeur d'université
bernard.coulie@uclouvain.be



GAËTAN
SENY

consultant
senygaetan@gmail.com

LAURENT
LEDOUX

transformation manager
ledoux.laurent@gmail.com

AVEC L'APPUI DE 23 PARRAINS

BRIEUC
DE MEEÛS
STIB

ALEXIS
BROUHNS
SOLVAY

ARNAUD
FEIST
BRUSSELS
AIRPORT

DIDER
MALHERBE
UCB

VINCENT
BLONDEL
UCL

PIERRE
GURDJIAN
ULB

FERNAND
GRIFNÉE
ORES

BRIGITTE
CHANOINE
ICHEC

MARCEL
MILLER
ALSTOM

JACQUES
CRAHAY
COSUCRA & UWE

PIERRE
JADOUL
UNIVERSITE ST-LOUIS
BRUXELLES

VALÉRIE
VERMEIRE
PROXIMUS

MICHEL
FOUCART
TECHNORD

FRANÇOIS
BLONDEL
KITOZYME

EUGENIE
NIJHUIS
INTYS HR

GABRIEL
D'ANSEMBOURG
RISESMART

GENEVIÈVE
JAMIN
SODEXO

MICHEL
CHARLES
AGC

THIERRY
BOUCKAERT
AKKANTO

CHANTAL
CABUY
COFINIMMO

CHARLES
DAVID
ING

ANNE SOPHIE
DE WAEGH
BOZAR

JEAN
RAUCENT
MCKINSEY

INÉGALITÉS ET PROGRÈS

Depuis des millénaires, l'être humain se bat pour sa sécurité, sa liberté, son bien-être, et ceux de sa famille, de ses proches, de ses pairs… Poussé par ses désirs plus ou moins conscients, il cherche à améliorer la qualité de sa vie, son confort, et celui des siens. Il cherche à progresser et à tirer parti des bienfaits de ces progrès.

Nous sommes, par nature, inégaux

Face à cette quête, les hommes ne sont pas égaux. Ils naissent et se développent avec de multiples différences. Différences physiques : genre, race, taille, poids, force, santé, apparence, capacités, aptitudes…

Des différences d'ordres multiples :

- Différences mentales, sensorielles et psychiques : intelligences, quotient intellectuel, quotient émotionnel, talents, sensibilité, force de caractère, estime de soi…
- Différences culturelles et politiques : systèmes de valeurs, droits individuels et collectifs, éducation, accès aux connaissances, relations interpersonnelles, autonomie, liberté de pensée, d'action, d'expression, sexuelle…
- Différences économiques et sociales : groupe social d'origine, accès aux ressources, patrimoine, capacité de production de richesses, marché de l'emploi, aides sociales, accès aux soins de santé…

Un des principaux rôles attendu de l'État est la régulation de ces inégalités pour tendre vers une égalité sociale, une égalité des droits, une égalité des chances… Il ne s'agit pas de nier les différences : certaines sont inhérentes à la nature, et elles sont une des grandes richesses de l'humanité ; ce sont elles qui permettent à chacun de découvrir et d'exprimer son individualité. Il ne s'agit pas non plus de viser à l'égalité parfaite, mais d'éliminer les discriminations de nos droits : égalité politique, civile, sociale.

L'égalité dont il s'agit ici est donc à la fois morale (toute personne a droit au respect), civique (s'opposant aux privilèges), sociale et politique (puisqu'elle suppose un régime démocratique), enfin l'égalité, ici, a aussi un aspect existentiel (avec la question de l'égalité des chances et de l'accès au savoir).

« Tous les hommes naissent libres et égaux devant la loi. »

L'égalité n'est jamais acquise

Notre monde est en évolution perpétuelle, dans un mouvement entropique. Cela impose à l'État de devoir tendre en permanence vers plus d'égalité. Comme le rappelle **Alain Etchegoyen** : *« Il doit par exemple faire en sorte que les hommes ne dominent pas les femmes, que les forts n'écrasent pas les faibles, que les dirigeants respectent les dirigés. Il doit lutter contre les égoïsmes qui poussent certaines personnes à profiter des inégalités naturelles. En même temps, il doit ne pas brimer la liberté de ceux qui travaillent ou se dépensent plus que les autres à l'école ou dans leur profession. Les femmes et les hommes doivent avoir des droits égaux, quelles que soient leurs inégalités naturelles. Mais le sens de l'égalité implique aussi que soient reconnus les efforts inégaux que font les uns et les autres. »* L'égalité n'est donc jamais acquise. C'est une perspective, un idéal vers lequel on peut tendre, et qu'on n'atteindra jamais. Tout au plus peut-on aspirer à réduire ou contenir les inégalités…

L'inégalité des chances

Nous ne sommes pas égaux face à la chance. L'inégalité est indissociable de la chance.

Si tout le monde gagnait au Lotto, ce ne serait plus un jeu de hasard.

Comment la chance a-t-elle servi notre vie ? Peut-être sommes-nous né en Europe, il y a quelques décennies, dans une famille bourgeoise relativement cultivée ? Comment se serait déroulée notre vie si nous étions né ailleurs, à un autre moment ou dans une autre famille ? Né au même moment, mais au Sahel ? Né en Europe, mais en 1920 ? Estimons-nous que les hasards qui ont conduit à notre naissance et à la vie que nous connaissons jusqu'à maintenant sont plus ou moins chanceux que ceux de la majorité de la population mondiale ?

Pourquoi, alors, parler d'égalité des chances ? Parce que, au Lotto par exemple, à mise égale, chaque joueur a autant de chances de gagner que les autres. Les probabilités sont transparentes. La règle du jeu le garantit, et elle-même est contrôlée par des huissiers.

L'égalité, un progrès désiré par les hommes

L'égalité des chances est, par essence, dissociée de la chance. Elle est par contre associée à la justice et à la justesse. Elle est indépendante de la nature, mais dépendante des hommes. C'est-à-dire qu'il nous faut nous en préoccuper, la désirer, la mettre en œuvre, la mesurer, la protéger. Pour permettre son existence, il faut des règles, des lois, des systèmes…

Elle permet alors aux humains de vivre avec moins de tensions, moins de conflits, plus d'harmonie.

Comme le dit le philosophe **André Comte-Sponville**, *« L'égalité des chances, c'est le droit égal, pour chacun, de faire ses preuves, d'exploiter ses talents, de surmonter, au moins partiellement, ses faiblesses. C'est le droit de réussir, autant qu'on peut et qu'on le mérite. C'est le droit de ne pas rester prisonnier de son origine, autant que l'on peut et qu'on le mérite. C'est l'égalité, mais actuelle, face à l'avenir. C'est le droit d'être libre, en se donnant les moyens de le devenir. C'est comme une justice anticipée, et anticipatrice : c'est protéger l'avenir, autant que faire se peut, contre les injustices du passé, et même du présent. On n'y parvient jamais tout à fait. Raison de plus pour s'efforcer toujours de s'en approcher. »*

Amartya Sen établit dans *« Repenser l'inégalité »* (2012) un constat tout simple, mais de grande portée : le débat égalité ou liberté n'a pas de sens. Le débat entre égalitaristes et ultralibéraux porte en fait sur le choix entre deux types d'égalités : celle des revenus ou celle de la capacité d'utiliser librement ses revenus. *« Toute théorie éthique, plausible et défendable de l'organisation sociale tend à exiger l'égalité dans un "espace"; elle prévoit le traitement égalitaire des individus sur un plan important. »* On ne pourra jamais obtenir l'égalité dans toutes les dimensions pertinentes, conclut Amartya Sen, la priorité accordée à l'égalité dans un champ donné va nécessairement de pair avec l'acceptation d'inégalités dans les autres. Quelles sont les dimensions auxquelles il est légitime d'accorder la priorité ? Cela relève bien sûr de choix subjectifs et individuels. Mais tous les choix ne se valent pas.

Dans son livre *« L'économie des inégalités »* (2015), **Thomas Piketty** pose d'autres questions : *« L'inégalité est-elle pour l'essentiel la conséquence de la concentration du capital dans quelques mains, auquel cas la taxation et la redistribution du capital pourraient y mettre fin ? L'inégalité des salaires reflète-t-elle à peu près le jeu de l'offre et de la demande pour différents types de travail ? L'inégalité se transmet-elle principalement au niveau familial ? L'augmentation des dépenses d'éducation peut-elle diminuer de façon décisive l'inégalité des chances ? Les prélèvements sur les revenus élevés ont-ils atteint un niveau où toute redistribution supplémentaire réduirait dangereusement l'incitation au travail, ou ces effets sont-ils d'une ampleur négligeable ? Les systèmes modernes de prélèvements et de transferts assurent-ils une redistribution appréciable, ou est-il opportun de les réformer largement ? »*

Le retour de la croissance… des inégalités

Les siècles derniers ont vu l'accomplissement de progrès majeurs en terme de réduction des inégalités : droits de l'homme, droits des femmes, droits des travailleurs, sécurité sociale, éducation, mutuelles… Or, les progrès technologiques récents de notre civilisation et sa globalisation ont donné un coup de frein à la dynamique humaniste cristallisée par les Lumières.

De nouvelles inégalités se creusent, et elles sont dangereuses. Inégalité des chances devant l'accès aux savoirs et compétences complexes ou sophistiqués nécessaires à concurrencer les intelligences artificielles, les robots et les machines. Inégalités entre les revenus de l'argent et ceux du travail (croissance des revenus nulle chez les plus faibles, accélérée pour ne pas dire exponentielle chez les plus riches). Inégalités des pouvoirs (méga-sociétés mondiales richissimes contre états-nations endettés et isolés)… Inégalités fiscales (filiales off-shore des multinationales contre classes moyennes surtaxées). Inégalités entre les héritages laissés aux générations (quel monde laisse-nous à nos enfants ?).

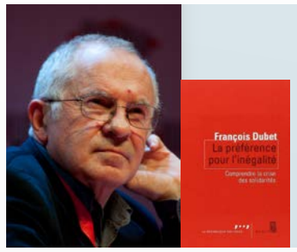
Et nous, que faisons-nous ?

Si l'égalité est l'affaire de tous, c'est donc aussi la nôtre. Quel progrès désirons-nous ? Comment pouvons-nous contribuer à l'orienter dans le sens souhaité ? Comment répartir les responsabilités, les droits, les connaissances et les richesses afin de favoriser une vie collective harmonieuse et durable ? Autant de questions qui seront abordées, parmi d'autres, au cours de notre édition 2018.

Nous serons ravis de vous y accueillir et de les explorer avec vous et nos orateurs.

Pierre Portevin

LES ORATEURS



FRANÇOIS DUBET

sociologue

SIMON GHIOTTO

économiste

ÉTIENNE DENOEL

consultant

PABLO SERVIGNE

chercheur «in-terre dépendant» - scientifique

© Vanessa Chambard

CHÉKÉBA HACHEMI

diplomate

PATRICK SAVIDAN

philosophe

OLIVIER HOUDÉ

psychologue

MATTHIEU LE GRELLE & FRÉDÉRIC SIMONART

duo for a job - entreprise

PROGRAMME

Jeudi 30 août 2018

13.30 ..... Accueil

14.00 ..... Introduction
par Stanislas van Wassenhove

14.15 ..... ***« Le progrès, quel progrès ? »*** **les jeunes**

14.30 ..... Table-ronde :
« (In)égalités acquises, innées ? » avec **François Dubet** et **Simon Ghiotto**, animée par **Laurent Ledoux**

15.30 ..... **Étienne Denoël** ***« L'enseignement : vecteur de progrès et de lutte contre les inégalités »***
présenté par **Stanislas van Wassenhove**

16.00-17.00 ..... Discussion par tables et pause café

17.00 ..... **Pablo Servigne** ***« Inégalités et solidarités dans la nature »***
présenté par **Gaëtan Seny**

17.45 ..... **Chékéba Hachemi** ***« Égalité hommes-femmes, vecteur de développement »***
présentée par **Christèle Duvieusart**

18.30 ..... Questions réponses

19.00 ..... Cocktail

19.45 ..... Dîner

Vendredi 31 août 2018

8.30 ..... Accueil

9.00 ..... **Patrick Savidan** ***« Vouloir égalité ou progrès ? »***
présenté par **Bernard Coulie**

9.45 ..... **Olivier Houdé** ***« La résistance cognitive comme facteur de développement et de progrès »***
présenté par **Pierre Portevin**

10.30-11.30 ..... Discussion par tables et pause café

11.30 ..... **Matthieu Le Grelle** et **Frédéric Simonart**
«Les mentors au service de l'intégration et du progrès»
présentés par **Thomas Dermine**

12.15 ..... Questions réponses

12.45 ..... Conclusions de **Bernard Coulie** et **Antoine Henry de Frahan**

13.30 ..... Lunch champêtre

FRANÇOIS DUBET

Sociologue français, François Dubet a été directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS) et professeur à l'Université de Bordeaux II jusqu'à sa retraite en 2013.

Il est l'auteur d'études consacrées à la marginalité juvénile, à l'école et aux institutions. Il a dirigé l'élaboration du rapport Le Collège de l'an 2000 remis à la ministre chargée de l'enseignement scolaire en 1999.

Héritier de la sociologie d'Alain Touraine, François Dubet s'intéresse au démantèlement de la figure institutionnelle. Alors que celle-ci pouvait autrefois être considérée comme un ensemble stable et harmonieux de principes et de valeurs sociales immuables, elle a aujourd'hui perdu sa cohérence et sa propension à «mettre aux normes» les conduites sociales. Le sociologue a appliqué ces idées entre autres à l'école et à la question des injustices dans le monde du travail.

François Dubet pense que la scolarité en France, à l'aube du 21ème siècle, est un système à «fabriquer de l'exclusion». Il considère que les diplômes devraient être plus un droit que le résultat d'un contrôle sur l'apprentissage scolaire, les diplômes étant réservés, selon lui, à une minorité seule capable d'atteindre l'excellence.

François Dubet a écrit notamment *«La préférence pour l'inégalité»* (La République des Idées, 2014) et *«Ce qui nous unit: discriminations, égalité et reconnaissance»* (Seuil, 2016). Citons également *«Les sociétés et leurs écoles. Emprise du diplôme et cohésion sociale»* (Seuil, 2010), co-écrit avec Marie Duru-Bellat et Antoine Vérétout.

Le chaînon manquant de l'égalité: la solidarité

par François Dubet

Depuis quelques décennies, les inégalités sociales se creusent au sein des sociétés démocratiques les plus riches. Le plus souvent, nous attribuons cette tendance à des mécanismes économiques largement incontrôlables, tenant à la mondialisation des échanges, au poids de l'économie financière et à la mise en concurrence des économies et des États-providence nationaux. Les 1 % ou les 0, 1 % les plus riches raflent la mise quand la faible croissance économique entraîne un retour de la rente et du patrimoine nous ramenant insensiblement aux inégalités sociales qui étaient celles de la Belle Époque. Le sentiment de croissance des inégalités est d'autant plus vif que chacun se sent concerné quand décline l'ancienne représentation en termes de classes sociales, offrant une lecture organisée de la vie sociale et un cadre d'action collective, et quand nous devenons tous plus ou moins inégaux sur telle ou telle dimension de notre expérience…

Il est pourtant trop simple d'expliquer le recul de l'égalité par les seules «lois» de l'économie et d'en rester au seul face-à-face des inégalités subies comme des faits autonomes et parfaitement objectifs, et des sentiments d'injustice. À y regarder de près, on peut penser que le désir d'égalité sociale recule dans notre société et dans celles qui lui ressemblent et que la croissance des inégalités n'est pas une fatalité contre laquelle nous ne pourrions rien. L'affirmation de l'égalité fondamentale de toutes et de tous, l'élargissement même de ce principe à celles et à ceux qui en étaient exclus au lendemain des révolutions démocratiques, ne signifie pas pour autant que cette affirmation-là nous engage à atteindre une certaine égalité sociale.

En réalité, aujourd'hui comme hier, il existe une grande distance entre le principe d'égalité et la recherche de l'égalité sociale et, dans une large mesure, les acteurs choisissent les inégalités sociales quitte à être scandalisés par les effets de leurs choix.

C'est l'autre face des inégalités, celles que nous produisons, et celles que nous déplorons sans les combattre. Toutes les grandes villes d'Europe connaissent des processus comparables de concentration spatiale des diverses catégories sociales. Les centres-villes se «gentrifient», les périphéries urbaines s'appauvrissent pendant que les classes moyennes qui ne peuvent pas vivre dans les centres s'éloignent de la ville.

Partout se déploie un entre-soi social, comme s'il fallait mettre la plus grande distance sociale et spatiale avec les catégories sociales défavorisées. Ces inégalités-là sont «choisies» par les groupes qui veulent développer un capital social endogène. Il suffit que les classes laborieuses soient perçues comme des classes dangereuses pour que leur mise à distance soit justifiée. La vieille critique de «la société de consommation» semble aujourd'hui éteinte alors que le désir de distinction et de consommation ostentatoire ne faiblit pas et qu'il est même un ressort essentiel de l'économie: l'industrie du luxe ne s'est jamais aussi bien portée et la tyrannie de la mode s'impose à tous les adolescents, y compris aux plus pauvres. Il reste essentiel de creuser les écarts et de se démarquer du vulgaire et de la masse et ceci, tout au long de l'échelle.

La production des inégalités scolaires est une des manifestations les plus claires du choix de l'inégalité. Toutes les familles désirent que leurs enfants réussissent à l'école et toutes celles qui le peuvent développent les stratégies qui creusent les inégalités scolaires: choix des établissements les plus prestigieux, recours à l'enseignement privé et aux soutiens scolaires familiaux et privés qui peuvent assurer la réussite des enfants. Pour réussir, il convient de fuir les établissements les moins favorisés et de choisir les formations les plus sélectives, quitte à se réclamer de l'égalité des chances. L'offre scolaire elle-même devient de plus en plus concurrentielle et sélective et l'école publique qui devait permettre à tous les élèves de se retrouver sur les bancs de la même école ne résiste pas à ces stratégies inégalitaires. Au bout du compte, la massification scolaire conduite pendant près d'un demi-siècle au nom de l'égalité a abouti au maintien, voire à l'accentuation des inégalités et de la reproduction sociale.

La crainte du déclassement social a donné à ces conduites une sorte de légitimité tant il va de soi qu'il n'est pas de pire tragédie que de «descendre» et de se déclasser. La peur du déclassement des classes moyennes justifie la défense de toutes les «petites» inégalités et de quelques «petits» privilèges. De manière générale, la dénonciation des inégalités ne signifie pas que les victimes de ces inégalités soient tenues pour totalement «innocentes» de leur sort.

La croyance dans le principe de mérite et dans l'autonomie dont chacun de nous disposerait, la croyance même dans notre égalité fondamentale, impliquent que nous soyons les responsables et les causes de notre action. Dès lors, de la même manière que les élèves sont tenus pour responsables de leurs échecs, un voile de soupçon s'étend sur les pauvres, les chômeurs, les migrants, certains malades qui seraient au fond responsables de leur sort et qui ne mériteraient ni notre compassion, ni notre solidarité. À l'opposé, les revenus exorbitants des footballeurs ne scandalisent guère, tant leur mérite serait incontestable.

La croyance dans l'égale liberté de tous peut justifier les inégalités issues du mauvais usage que les individus auraient fait de leur liberté. Plus nous sommes également libres, plus nous sommes responsables et plus les inégalités tenant aux «choix» deviennent justes.

Entre l'affirmation de l'égalité et la recherche de l'égalité sociale se tient le troisième terme du triptyque républicain: la fraternité ou, pour employer une notion plus neutre, la solidarité. En effet, je ne veux l'égalité sociale que de ceux dont je me sens proche et semblable; autrement, le principe d'égalité n'engage pas vers l'égalité sociale.

Dès lors, l'État-providence est moins légitime, les protestations contre les impôts se transforment en défections fiscales et en fraudes plus ou moins acceptées, pas seulement chez les plus riches, mais aussi chez ceux qui le peuvent et se demandent pourquoi payer pour les autres quand ils pensent que ces autres ne leur ressemblent pas et ne méritent pas d'être aidés. La défiance devient la règle: défiance envers les élus, les institutions et les simples citoyens soupçonnés de tricher, de bénéficier d'avantages illégitimes et de ne plus jouer le jeu de la solidarité. Le vote est guidé par la défiance plus que par l'adhésion. Il suffit de ne pas se sentir solidaires et «semblables» pour que les inégalités soient acceptables, y compris quand on adhère à la déclaration affirmant que «tous les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits».

L'affirmation de l'égalité fondamentale des individus composant une société démocratique est aujourd'hui un principe de justice peu contesté. Au cours du vingtième siècle, cette égalité-là s'est étendue aux femmes, aux minorités sexuelles, aux membres des diverses cultures et, à l'exception de quelques idéologues marginaux et de sentiments longtemps enfouis dans les représentations collectives, on n'ose plus défendre les inégalités naturelles entre les sexes et entre les races.

La diversité des êtres humains, pour reprendre le mot de Sen, s'accommode de leur égalité fondamentale en tant qu'êtres humains et, plus encore, en tant que citoyens d'une même nation. Cependant, **pour que l'idée d'égalité cesse d'être simplement un principe de justice «abstrait» afin de devenir**

une philosophie sociale visant l'égalité réelle des conditions de vie ou des « capabilités », il importe que les membres d'une société se sentent suffisamment solidaires ou fraternels, suffisamment semblables, proches et dépendants les uns des autres pour renoncer aux bénéfices des inégalités, pour limiter les inégalités petites ou grandes dont ils peuvent jouir.

Pour payer ses impôts de bonne grâce, pour accepter de fréquenter les autres, pour vouloir être éduqués ensemble, pour avoir suffisamment de civisme et d'engagements réciproques au prix de sacrifices, il faut avoir quelque chose de commun avec les autres. Il faut se sentir membre de la même société et percevoir cette société, aussi vaste et complexe soit-elle, comme une communauté. Pour me sentir vraiment égal aux autres et pour désirer l'égalité des autres, il faut que je me reconnaisse en eux et que je les perçoive, plus ou moins confusément, comme des « frères » dont le sort me touche émotionnellement et me concerne pratiquement.

L'imaginaire et les sentiments de solidarité sont une des conditions de déploiement de l'égalité. Il ne suffit pas que je me sente égal aux autres, il faut aussi que je m'en sente proche et « semblable » pour que l'égalité « réelle » devienne désirable. Cette fraternité fut conçue comme une égalité hors du monde quand les religions affirmaient que les croyants ont un « père » commun et qu'ils sont égaux du point de vue de Dieu et qu'ils ont tous quelque chose de sacré et d'égal en eux.

Avec le déclin du théologico-politique, l'égalité démocratique s'est déployée dans le cadre d'une fraternité nationale, tout aussi imaginaire que les religions, mais tout aussi efficace car elle définit l'espace d'une égalité communautaire, d'une égalité élargie au-delà des divisions sociales et des communautés locales, une égalité fondée sur le « sang versé », la langue, un récit historique ou sur le contrat politique au sein de la nation. Les capacités de résilience des individus, les luttes et les mouvements sociaux qui protestent contre les inégalités sociales et les discriminations s'appuient sur ces récits de la solidarité, sur les imaginaires communs de la fraternité, sur les camaraderies du travail, sur les fraternités culturelles, sur les sentiments nationaux, sur toutes ces constructions symboliques qui excluent souvent mais sont aussi des appels au semblable.

Je ne cache pas que tous ces thèmes relatifs aux imaginaires de la fraternité ont souvent mauvaise réputation car ce sont des récits et des histoires plus que des réalités, mais surtout parce que la définition de la communauté qui peut donner chair à l'égalité est un des piliers de la pensée contre-révolutionnaire, nationaliste, communautariste, xénophobe et, à terme, anti égalitaire… Bref, des pensées qui ne conçoivent la société qu'au prix de l'exclusion et des hiérarchies naturelles, notamment l'ordre des sexes, des générations et de la famille, comme le manifestent les débats actuels sur l'identité nationale, l'islam, l'immigration, la sécurité, les droits de minorités sexuelles, débats imposés par les mouvements conservateurs, populistes et xénophobes dont on ne peut cependant ignorer qu'ils mobilisent beaucoup.

Mais ce n'est pas parce qu'une question est désagréable et généralement prise en charge par les ennemis de l'égalité qu'elle ne se pose pas. Plus encore, si la gauche et les démocrates ne traitent pas ces questions-là, ils en laisseront le monopole aux pires des idéologies politiques. La condamnation morale de ces idéologies qui sont le retour du refoulé de la solidarité « naturelle » et de la communauté des racines est sans doute indispensable, mais elle ne règle rien si l'on se refuse à voir que le sentiment de solidarité est une des conditions nécessaires aux politiques de l'égalité. Il faut donc essayer de réarticuler le thème de l'égalité avec celui de la fraternité qui exige de dire ce que nous avons de commun afin que l'égalité soit une politique et pas seulement un postulat moral. Le fait que nous soyons convaincus d'être égaux en droit peut induire une demande de justice et d'équité puisqu'il faut bien que le principe d'égalité s'accommode de l'extrême diversité des hommes, mais cette croyance ne suffit pas quand il s'agit de construire les politiques de l'égalité sociale indépendante de la diversité des hommes. Pour cela, il faut que la volonté d'égalité soit associée à un sentiment de solidarité et de fraternité, au fait que l'égalité est désirable parce que les individus ont quelque chose de semblable, qu'ils sont liés et qu'ils ont un destin commun, que leur bonheur privé dépend de leur bonheur public.

Quand ces sentiments faiblissent, les inégalités se creusent. Aujourd'hui, bien des mouvements politiques qui en appellent à l'égalité des uns et à l'exclusion des autres en recomposant un imaginaire communautaire archaïque devraient nous obliger à reconstruire des politiques de solidarité qui ne se tournent pas obstinément vers un passé à la fois définitivement passé et mythique, mais qui n'ignorent pas pour autant que l'égalité implique un imaginaire de la fraternité. Le seul face à face des inégalités et de la justice paraît aujourd'hui bien peu robuste quand il s'agit de produire et de soutenir des politiques égalitaires. S'invite alors dans le débat le thème oublié de la solidarité et de la fraternité : qu'est ce qui fait que nous n'acceptons pas seulement l'égalité d'autrui, mais que nous voulons aussi son égalité sociale et les sacrifices qu'elle peut impliquer ?

Qu'est-ce qui fait que pour reconnaître une différence nous ne sommes pas seulement invités à être courtois et tolérants, mais à affirmer d'abord ce que nous avons de semblable ? La priorité du juste permet sans doute d'arbitrer de manière équitable la distribution de biens relativement rares, mais elle ne nous oblige pas à le faire si nous ne nous sentons pas d'abord liés. Durkheim affirmait dans son ouvrage De la Division du travail social : « Pour que les hommes se reconnaissent et se garantissent mutuellement des droits, il faut qu'ils s'aiment, que, pour une raison quelconque, ils tiennent les uns aux autres, et à une même société dont ils fassent partie. »[Durkheim, 1978, p. 91].

Extraits de Conclusion LE CHAÎNON MANQUANT DE L'ÉGALITÉ : LA SOLIDARITÉ

François Dubet, Inégalités et justice sociale La Découverte | « Recherches » 2014 pages 293 à 297

SIMON GHIOTTO

Simon Ghiotto est économiste de formation, il détient des Masters en Économie de l'Université de Gand (politique économique) ainsi que de l'Université de Namur et l'Université catholique de Louvain-la-Neuve (économie de développement et économie internationale).

Il travaille chez Itinera sur la politique sociale, est auteur du livre *L'état de la famille* (2016)et co-auteur de *Revenu universel* entre rêve et réalité.

L'état de la famille a été nommé pour le Prix du Livre Politique 2016.

En mars 2018, une semaine avant l'annonce par le Président Macron de la baisse de l'âge de la scolarité obligatoire de 6 à 3 ans notamment pour réduire les inégalités face à l'acquisition du langage, Simon Ghiotto publie une opinion prêchant précisément en faveur de l'école maternelle obligatoire, en ligne avec les préconisations du Pacte d'Excellence (troisième maternelle obligatoire). *«Malheureusement, la faible minorité ne fréquentant pas les classes maternelles provient souvent des milieux défavorisés. Ces mêmes personnes gonflent ensuite les chiffres du décrochage scolaire, du chômage (de longue durée), et de la pauvreté intergénérationnelle. Ce sont souvent les enfants en ayant le plus besoin et qui y gagneraient le plus qui sont privés de l'enseignement maternel.»*

Simon Ghiotto s'engage aussi pour SODA asbl, une organisation qui accompagne des écoles dans le cadre d'un changement de comportement des élèves ciblé sur les aspects de Ponctualité, Respect, Ordre et Motivation. Il fait également partie du Generation T, un réseau de jeunes œuvrant pour une société durable du point de vue écologique, économique et social.

Dans son livre *L'État de la famille - qui s'occupe de nos enfants ?*, Simon Ghiotto prône une politique familiale volontariste pour réduire les inégalités expérimentées par les enfants dès (avant) leur naissance. Investir davantage dans les jeunes enfants évitera à l'enseignement, au monde du travail et à l'économie de devoir pallier bien des manques créés dès le plus jeune âge.

Le meilleur investissement dans les enfants, c'est à un très jeune âge qu'il se fait. De nombreux dictons le disent. Pourtant, notre politique de la famille et de l'enfant n'arrive pas vraiment à miser suffisamment tôt sur les très jeunes enfants.

Par Simon Ghiotto - Itinera Institute - L'ECHO 17 janvier 2018

On dit que «chose bien commencée est à demi achevée»... mais tant les garderies que l'enseignement maternel souffrent d'un sous-investissement chronique depuis des années. «Prévenir vaut mieux que guérir»... mais nous tolérons qu'un enfant sur quatre vive en situation défavorisée, avec les conséquences bien connues. «Ce qu'on apprend au berceau dure jusqu'au tombeau»... mais beaucoup d'enfants ne découvrent le français ou le néerlandais qu'à partir de l'enseignement primaire.

Sous divers slogans, la réforme des allocations familiales nous a martelé que «tous les enfants sont égaux». Dans la réalité pourtant, leurs chemins de vie peuvent être très éloignés. Une enfance passée dans de bonnes conditions pose des fondations solides pour toute une vie, tandis qu'une situation défavorisée laisse des cicatrices et un retard que l'on peut traîner à vie.

Des cicatrices souvent transmises à leur propre descendance. Nous devons donc faire preuve de plus d'ambition, et oser traduire les belles paroles en actes.

Viser l'excellence

Notre pays n'est certes pas le plus mauvais élève de la classe, mais cela ne doit pas nous empêcher de viser l'excellence.

Beaucoup d'enfants trouvent une place dans des garderies de bonne qualité, mais les enfants issus de familles défavorisées passent plus souvent à côté de cette chance.

Bien que l'enseignement maternel ne soit pas obligatoire, une large majorité des enfants le suivent. Seulement, le petit groupe d'enfants qui ne le fait pas vient plus tard souvent gonfler les statistiques sur le décrochage scolaire, la délinquance juvénile, le chômage de longue durée et la pauvreté intergénérationnelle.

Les garderies et l'enseignement maternel ne sont en effet pas des structures où l'on se contente de prendre soin des enfants ou de les occuper. Ils construisent les véritables bases du développement cognitif et socio-émotionnel de l'enfant, et sont déterminants pour la suite de son parcours scolaire et professionnel.

N'est-il pas temps de miser drastiquement sur le taux de participation dans ce domaine ? Le rendement social d'une telle mesure peut en effet être énorme.

Bien que les allocations familiales relèvent désormais de l'entière compétence des états fédérés et que les réformes engagées vont dans le bon sens, il reste quand même cette impression que l'on aurait pu faire preuve de plus d'ambition.

L'affectation des moyens financiers en fonction des besoins réels des familles s'est sensiblement améliorée, mais la plus grande partie des allocations familiales reste toujours distribuée de façon linéaire. Une opportunité manquée.

D'autre part, le rôle des caisses d'allocations familiales dans le futur paysage familial reste assez flou. Le caractère exclusivement «payeur» de ces institutions est dépassé.

Portail unique

Avec leurs connaissances, leurs contacts et leur expertise, elles doivent pouvoir élargir leur fonction de distributeurs de cash contre celle de prestataires de services au sens large au profit des familles. Elles feront ainsi office de points de contact uniques et intégrés pour les familles, à l'instar de ce que sont les guichets d'entreprises pour les sociétés, ou les mutualités pour les soins de santé.

Dans la structure morcelée que présente la Belgique, ce principe du portail unique est en outre la meilleure façon de fournir un service sur mesure, par-delà les niveaux et les domaines politiques.

Nous ne pouvons plus nous permettre de reporter cela à plus tard. Une bonne politique familiale profitera aux familles et aux enfants tout au long de leur vie, et sera donc bénéfique pour l'avenir de notre société.

A contrario, une politique familiale défaillante hypothéquera leurs chances de réussite, et entraînera un gaspillage d'argent public.

Il n'y a aucune raison pour que les régions ne s'attellent pas dès aujourd'hui à développer une politique familiale performante. Dans nos villes et nos villages, nous voyons bien les conséquences pour les jeunes en situation d'échec. La société a, avec leurs parents, le devoir moral de prévenir ce genre de drames. Et une politique familiale ambitieuse en est un des composants essentiels.

ÉTIENNE DENOËL

Etienne Denoël est directeur au sein de la société de consultance McKinsey, société pour laquelle il travaille depuis 1987 avec un focus sur la gestion du changement dans de grandes organisations notamment dans le secteur public. En 2000, il crée à Louvain-la-Neuve le McKinsey Solutions and Knowledge Center, spécialisé dans la gestion des connaissances et le développement de software innovants.

Depuis 2007, il se mobilise pour contribuer à améliorer la qualité et l'équité du système scolaire en Fédération Wallonie Bruxelles (FWB). Son action s'articule autour de quatre volets:

- Mettre en perspective les points communs entre les meilleurs systèmes scolaires à travers le monde et la situation en FWB au travers de multiples partages et échanges avec plusieurs milliers d'acteurs (enseignants, directions, parents, élèves…)

- Initier et soutenir plusieurs initiatives concrètes, par ex., (i) optimisation des frais de fonctionnement des écoles et mise en place d'une centrale d'achats, (ii) co-fondateur et président du CA de l'ASBL Teach For Belgium, (iii) administrateur au sein de la Fondation Pour l'Enseignement (UWE, BECI et 5 FPOs), (iv) programmes pilotes de déploiement de pratiques collaboratives dans les écoles

- Soutenir le gouvernement et les acteurs dans une démarche systémique visant à élaborer et mettre en oeuvre une feuille de route à 10 ans ('Pacte pour un Enseignement d'Excellence') pour améliorer l'enseignement en FWB

- Aider les différents réseaux en FWB pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de pilotage ainsi que des pratiques collaboratives dans chaque école

Formation d'ingénieur civil électricien de l'Université catholique de Louvain complétée par trois masters: (i) traitement du signal à la University of Southern California, Los Angeles, (ii) licence spéciale en gestion à l'Université Libre de Bruxelles, et (iii) ingénierie et systèmes économiques à Stanford University.

Chercheur en Intelligence Artificielle et Systèmes Experts pendant deux ans dans les laboratoires de recherches de l'entreprise Philips (1984-1986)

L'enseignement: vecteur de progrès et de lutte contre les inégalités. Oui, mais comment agir?

Un enseignement de qualité est critique pour assurer la prospérité future dans nos régions

L'enseignement constitue un levier important pour lutter contre le chômage, la pauvreté et l'exclusion, ainsi qu'une condition essentielle à un enrichissement social, culturel et économique durable. Plus touchées par le chômage, les personnes faiblement instruites disposent de revenus en moyenne plus faibles, composent la majorité des personnes sans emploi et sont surreprésentées au sein de la population carcérale. Elles vivent moins longtemps en bonne santé et participent généralement moins à la vie citoyenne. Dans nos régions, un enseignement de qualité permet d'accroître le nombre d'emplois, lesquels emplois sont de meilleure qualité et mieux rémunérés grâce à l'amélioration de la productivité et de la capacité d'innovation des personnes concernées.

Aujourd'hui, la qualité de l'enseignement en FWB est hétérogène mais globalement insatisfaisante

Evaluer la qualité d'un système scolaire n'est pas une tâche aisée. De multiples dimensions peuvent être prises en compte: acquisition de connaissances théoriques et pratiques dans différentes branches, aptitude à raisonner seul ou en équipe, par induction et déduction, dans l'abstrait et le concret, créativité et imagination, esprit critique et rigueur, capacité à prendre des responsabilités et à entreprendre, sens et éthique…

Les tests PISA organisés tous les 3 ans auprès d'un échantillon représentatif de jeunes de 15 ans dans les pays de l'OCDE permettent de comparer le niveau de performance entre pays pour certaines de ces dimensions. L'enseignement en Fédération Wallonie Bruxelles (FWB) obtient des résultats globalement inférieurs à la moyenne de l'UE et est un des systèmes scolaires parmi les moins équitables, et ce, en dépit de dépenses publiques d'enseignement par élève supérieures. Ce niveau de performance globalement insuffisant doit pourtant être nuancé: (1) plus de 50% des écoles atteignent des niveaux que l'on peut qualifier de 'Bon', 'Très Bon' voire même 'Excellent' et (2) l'iniquité n'est pas une fatalité: plusieurs écoles en FWB font beaucoup mieux que d'autres avec des publics pourtant similaires.

Les clés du succès des systèmes scolaires les plus performants

Pour de nombreux systèmes scolaires, ni l'augmentation considérable des dépenses, ni les tentatives de réforme au cours des dernières décennies, ne se sont traduites par une amélioration substantielle de leur performance. Afin de comprendre pourquoi certains systèmes scolaires réussissent là où d'autres échouent, nous avons travaillé avec les gouvernements et les responsables de plus de 40 systèmes à travers le monde pour identifier les caractéristiques communes aux meilleurs systèmes scolaires. Nous les avons regroupées autour de quatre axes:

- Inciter des personnes de qualité à devenir et à rester enseignants. La qualité d'un système scolaire ne peut excéder celle de son corps enseignant. Les recherches montrent que la qualité des enseignants est un facteur clé pour expliquer la différence de niveau entre les élèves, bien plus par exemple que la taille des classes. Un bon enseignant se caractérise par la maîtrise des compétences dans les matières à enseigner, la motivation à enseigner, les compétences de communication et d'intelligence émotionnelle, l'aptitude à la résolution de problèmes, la capacité et la volonté de se remettre en question en cours de carrière, l'ouverture au travail en équipe… Etre un bon enseignant est donc un métier difficile et exigeant.

- Améliorer de manière continue les pratiques pédagogiques dans les salles de classes. En fin de compte, les résultats d'un système scolaire sont très liés à la somme des succès obtenus par chaque enseignant, dans sa salle de classe, en collaboration avec ses collègues au sein de son école et des autres écoles proches. Les meilleurs systèmes scolaires se focalisent sur les leviers suivants: (i) renforcer les compétences pratiques dans les salles de classe lors de la formation initiale des enseignants, (ii) systématiser le tutorat pour les nouveaux enseignants, (iii) encourager les enseignants à ne pas exercer leur métier en solitaire mais instaurer au sein de chaque école une culture, où la préparation collective des cours, la réflexion commune sur les pratiques d'enseignement et le mentorat par des collègues et l'équipe de direction sont la règle et structurent la vie de l'école, (iv) mettre à disposition des fonds destinés à financer la recherche et le développement de nouvelles innovations pédagogiques.

- Mettre en place des équipes de direction de qualité. Il n'y a pas d'école de qualité sans une équipe de direction de qualité. Pour y parvenir, les meilleurs systèmes opèrent une sélection stricte d'adultes avec d'excellentes compétences pédagogiques et de coaching d'adultes. Ils développent leur leadership pédagogique et d'animateur du changement au sein de leur école. La priorité est donnée au leadership pédagogique plutôt qu'à la gestion administrative.

- Viser la réussite de chaque élève pour augmenter la réussite globale du système. Le système scolaire doit faire en sorte que chaque enfant, quelle

que soit son origine socio-économique, ait accès à un enseignement de qualité. Après avoir fixé des objectifs ambitieux pour tous les élèves, ces systèmes évaluent les résultats individuels et interviennent rapidement et de manière ciblée dès lors que ceux-ci ne sont pas atteints soit au niveau des écoles soit au niveau des élèves notamment en offrant une aide individuelle ou en petits groupes aux élèves qui risquent de rester à la traîne et pour contrebalancer les conséquences d'un environnement familial défavorisé.

Comment améliorer des systèmes scolaires sensiblement, dans la durée et à grande échelle ?

Nous avons étudié en détail 20 systèmes scolaires qui se sont améliorés, et cartographié près de 600 interventions des gouvernements et des responsables de ces systèmes. Ces recherches visaient à répondre aux questions suivantes : comment un système scolaire « peu performant » devient-il « bon » ? Puis, comment passer de « bon » à « très bon » puis à « excellent » ? Voici quelques-unes des leçons apprises :

- Quel que soit son point de départ, un système scolaire peut progresser significativement déjà en 6 années, tout en réduisant les disparités liées à l'origine sociale, et ce, indépendamment du contexte géographique, culturel, ou des ressources investies.

- Les mesures à prendre sont à moduler en fonction du niveau de performance de départ. La démarche la plus efficace consiste à s'inspirer non pas des meilleurs systèmes, mais plutôt des systèmes ayant réussi à progresser en partant d'un niveau de performance comparable. Ces recherches montrent aussi que les systèmes ne peuvent pas se limiter à reproduire les recettes éprouvées par le passé, car la nature des interventions qui permettent de progresser évolue au fur et à mesure que le système s'améliore.

- Les débats se concentrent souvent sur les questions de structure ou de moyens financiers et humains. Pourtant, la majorité (70%) des réformes entreprises par les systèmes ayant le plus progressé relève d'une autre catégorie d'interventions que nous appellerons 'processus' à savoir : la responsabilisation des acteurs au travers d'objectifs et plans de pilotage des écoles, la collaboration au sein des équipes éducatives, le développement du leadership des directions, la formation initiale et continue des acteurs, la définition des programmes et des standards à atteindre

- Les échelons intermédiaires entre l'administration centrale et les écoles jouent un rôle crucial dans l'amélioration de la performance mais aussi dans sa pérennisation. Ils peuvent soutenir les écoles en difficulté. Ils orchestrent et suivent la mise en œuvre des initiatives de progrès. Ils facilitent la collaboration et offrent des services de qualité partagés entre les écoles.

- Les réformes sont très majoritairement initiées à l'occasion d'un changement de contexte : le changement de dirigeant est, de loin, le catalyseur le plus fréquent, qu'il s'agisse d'un nouveau directeur d'administration ou d'un nouveau responsable politique. Le renouvellement des dirigeants n'est évidemment pas suffisant pour assurer le succès des réformes. A leur entrée en fonction, ces nouveaux leaders doivent suivre une feuille de route cohérente pour engager leurs démarches d'amélioration. La continuité des dirigeants est indispensable : si un changement de dirigeant peut catalyser les réformes, une certaine longévité est essentielle pour les pérenniser.

Le déclenchement d'une réforme systémique en FWB : *« le Pacte pour un Enseignement d'Excellence »*

En FWB, la réforme systémique telle que prévue par le 'Pacte pour un Enseignement d'Excellence' est à un moment charnière depuis son lancement en janvier 2015. En effet, en mars 2017, après plus de deux années de travaux intenses, les acteurs se sont dotés d'une feuille de route pour les dix années à venir. Pour réussir la mise en œuvre de celle-ci, le défi le plus compliqué consiste à faire adhérer une masse critique des acteurs directement concernés (~100 000 enseignants, ~2500 directions, ~900 000 élèves et leurs parents) et à mettre en œuvre à grande échelle des initiatives concrètes de changement telles que : (i) doter chaque école d'un plan de pilotage de qualité et assurer sa mise en œuvre effective, (ii) généraliser les pratiques collaboratives à l'ensemble des équipes éducatives, (iii) accélérer le redressement des écoles les plus fragiles et (iv) renforcer le leadership pédagogique des directions d'école.

Agir pour améliorer la qualité de leur enseignement permettra aux régions concernées de se préparer au mieux pour assurer leur prospérité future dans le cadre d'un monde qui se globalise et dans lequel la qualité du système d'enseignement d'un pays ou d'une région deviendra un atout ou un handicap majeur.

Etienne Denoël - août 2018

PABLO SERVIGNE

Pablo Servigne est un chercheur français indépendant et transdisciplinaire. Ingénieur agronome de Gembloux et docteur en sciences de l'Université Libre de Bruxelles, il quitte à trente ans le monde universitaire pour se consacrer au mouvement de la transition écologique. Il s'intéresse à l'agriculture urbaine, la permaculture et l'agroécologie.

Il travaille quelques années à l'association d'éducation populaire/permanente «Barricade» à Liège, pour laquelle il rédige une étude sur l'agriculture post-pétrole.

Depuis 2010, Pablo Servigne écrit pour le journal écologiste belge *Imagine demain le monde*. Il a participé aux réflexions du GIRAF (Groupe Interdisciplinaire de Recherche en Agroécologie du FNRS), est membre de l'Institut Momentum (Paris) et de l'Association Adrastia.

Le chercheur rédige pour le groupe Les Verts/ALE du Parlement Européen un rapport sur l'avenir de l'agriculture en Europe, rapport présenté publiquement au Parlement Européen fin 2013 et publié par la suite. Le document évoque la possibilité d'un effondrement imminent des systèmes alimentaires industriels en Europe: *Nourrir l'Europe en temps de crise* (Nature et Progrès, 2014).

Il a participé également à un travail sur la notion de résilience pour la transition écologique et l'effondrement - résiliences commune, globale, locale, intérieure: *Petit traité de résilience locale* (Charles Léopold Mayer, 2015).

Pablo Servigne a aussi publié *«Comment tout peut s'effondrer - petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes»*, en collaboration avec Raphaël Stevens (Seuil, 2015) et *«L'entraide, l'autre loi de la jungle»*, avec Gauthier Chapelle (Les Liens qui Libèrent, 2017).

Dans le vivant, ceux qui survivent le mieux sont ceux qui s'entraident le plus.

Dans leur dernier ouvrage L'entraide, l'autre loi de la jungle, *Pablo Servigne et Gauthier Chapelle démontent le mythe d'un monde construit sur le principe de la seule compétition.*

«Que le meilleur gagne!» En sport, à l'école, dans les entreprises, sur le marché de l'emploi, cette injonction sonne partout comme une évidence. Gagner, s'imposer, réussir... Notre société occidentale, moderne et utilitariste repose, en grande partie, sur ce mythe profond: la compétition serait le principal moteur de notre évolution!

Ce récit fondateur qui s'appliquerait tant chez l'homme que dans la nature, Pablo Servigne et Gauthier Chapelle ont décidé de le questionner, puis de le déconstruire avec exigence, pédagogie et passion, au travers de leur remarquable essai *L'entraide, l'autre loi de la jungle*, qui nous emmène dans un fascinant voyage à la croisée des chemins, passant de l'éthologie à l'anthropologie, des neurosciences à la politique, de la sociobiologie à l'économie.

Un voyage scientifique qui s'appuie sur des faits et des observations puisés dans des milliers de recherches pointues et non pas sur des considérations idéologiques, ce qui rend leur démonstration encore plus convaincante.

La loi «du plus fort» n'est pas l'unique règle dans la nature. Le lion, ce «roi» des prédateurs, est également amené à coopérer pour survivre. D'un côté, «le lion mange l'antilope, les chimpanzés s'entretuent, les jeunes arbres jouent des coudes pour l'accès à la lumière, les champignons et les microbes ne se font pas de cadeau (...) L'état de nature est synonyme de chaos, de lutte, de pillage et de violence». De l'autre côté, l'homme est intrinsèquement individualiste, voire égoïste, compétiteur dans l'âme, animé par ses seuls intérêts (réalisation de soi, appât du gain, reconnaissance...).

Ainsi, **depuis la nuit des temps, c'est la loi de la jungle qui domine**. La «loi du plus fort». La «guerre de tous contre tous», comme l'appelle le philosophe Thomas Hobbes, l'un des penseurs du libéralisme. Sans nier ce besoin de rivalité chez l'homme, ce qui l'aide aussi à se construire et à avancer, les deux biologistes soulignent combien cette quête infernale s'avère néanmoins «fatigante, risquée et énergivore»; elle sépare les individus, délie les liens et crée un immense «vide».

De plus, à l'échelle de la planète, cette «expansion infinie» vers «toujours plus» s'avère hautement «toxique» avec des effets désastreux et irrémédiables: épuisement des énergies fossiles, pillages des ressources, destruction de la biosphère, explosion des inégalités, déforestation, pollution des océans, une liste hélas! interminable.

Alors, pendant douze ans, Pablo Servigne et Gauthier Chapelle, ont décidé de sortir du carcan de la pensée unique et d'investiguer, avec une infinie patience et toute la rigueur cartésienne qui est la leur, pour tenter de répondre à cette question fascinante: et s'il existait une «autre loi de la jungle»?

Et si le principe premier du monde vivant était aux antipodes de cette «croyance hégémonique»? Et si les moteurs de l'homme et de la nature, c'étaient finalement l'entraide et la coopération? Leur démonstration débute sur un constat implacable: l'entraide est omniprésente dans le monde vivant! Il y a ces pins d'Amérique du Nord confrontés à des conditions terribles – le froid, le vent, des sols pauvres – qui s'entraident pour survivre, ces oiseaux migrateurs qui s'associent pour se protéger, ces fauves qui coopèrent pour chasser, ces insectes pollinisateurs, ces termites co-constructeurs, ces poissons nettoyeurs des fonds marins, et d'innombrables autres exemples d'associations parmi les plantes, les champignons et les bactéries. Une propension à entrer en collaboration qui semble «infinie», se réjouissent les auteurs en exposant nombres d'interactions largement démontrées par les écologues et les biologistes: la facilitation, les symbioses, le parasitisme, le mutualisme, etc. Autant d'arguments qui viennent ainsi contrebalancer l'image d'une nature «fondamentalement compétitive et égoïste», exclusivement dominée par les plus forts.

Toutefois, Pablo Servigne et Gauthier Chapelle ne tirent aucune conclusion hâtive: **la nature est un savant équilibre entre compétition et coopération**, «deux forces contraires intimement liées et qui n'ont pas de sens l'une sans l'autre. Une sorte de yin et de yang.»

Dans un deuxième temps, nos deux comparses sont allés voir du côté de la psychologie cognitive, des théories de l'évolution, de la sociobiologie ou encore de l'épigénétique, cette discipline qui étudie les liens entre le patrimoine génétique et le contexte. Et là encore, patatras!, nouvelle déconstruction! Les modèles simplistes (inné/acquis, nature/culture) ne tiennent qu'à moitié: **l'homme est né, d'une part, avec la capacité d'intégrer très rapidement des mécanismes d'entraide spontanée, et d'autre part, pour les maintenir,** insistent les auteurs, «il nous faut évoluer dans un environnement où les interactions coopératives sont fréquentes».

L'entraide est donc à la fois un «acte spontané» et un «raisonnement logique». Avec une série de facteurs qui entrent en ligne de compte: l'état de stress, la personnalité que l'on aide (est-ce un inconnu ou son voisin de palier), nos références familiales, etc.

Et les auteurs d'évoquer plusieurs études de cas autour de catastrophes majeures (le tremblement de terre de San Francisco de 1906, le 11 Septembre, les attentats du Bataclan, l'ouragan Katrina...) où, malgré le chaos et les mouvements de foule, les habitants ont fait preuve de sang-froid, d'auto-organisation et d'élan de solidarité. Bien loin des clichés de cet homme devenu soudain un loup pour l'homme...

Mais l'entraide est aussi une affaire de réciprocité. Si l'homme aime donner, il aime aussi recevoir, puis... redonner! L'un ne va pas sans l'autre, le plus souvent. Et ce principe puissant du don/contre-don, bien connu depuis les travaux menés sur les sociétés archaïques par le père de l'anthropologie française Marcel Mauss, dépend aussi de la nature de l'environnement dans lequel cette réciprocité va s'exercer. Ici encore, les auteurs nous emmènent avec brio dans ce monde magique où «le groupe fait corps» en mettant le doigt sur «trois ingrédients qui permettent aux groupes de réaliser un bond considérable dans leur tentative de cohésion»: le sentiment de sécurité, le sentiment d'égalité et le sentiment de confiance. A partir de là, tout est possible pour faire émerger une entraide puissante et généralisée!

Une fascinante dynamique qui peut s'appliquer tant au sein d'une cellule vivante qu'à un panel de citoyens engagés dans un processus collectif ou à des négociateurs politiques. Avec ce subtil cocktail de sécurité, d'égalité et de confiance, «le groupe devient (temporairement) un organisme vivant à part entière, un super organisme particulièrement efficace» insistent nos deux scientifiques. Et le tandem d'apporter des outils concrets aux lecteurs pour gérer ensemble et harmonieusement un bien commun et d'évoquer au passage les innombrables techniques de gouvernance dites «collaboratives» ou «d'intelligence collective» (sociocratie, holacratie, World Café, Forum ouvert, etc).

Toutefois cette formidable capacité de cohésion chez l'homme a aussi ses revers: si l'individu se sent totalement nié au profit du groupe, il pourra développer des mécanismes de défense (peur, rejet, colère, ressentiment, comportement antisocial...) et si, à l'inverse, le groupe fait corps de manière excessive, cela pourra déboucher sur des «extases collectives extrêmement puissantes qui peuvent conduire du meilleur au pire», insistent Servigne et Chapelle. «Car nous (les humains, et les hommes encore plus que les femmes) adorons nous rassembler derrière des bannières, des clubs, des équipes, des drapeaux ou des idéologies.»

Ce voyage au pays de l'entraide se poursuit sans angélisme. On y découvre notamment **combien la coopération est aussi une affaire de dangers, de défis et d'adversité**. Pour faire bloc, les hommes ont aussi besoin d'un ennemi commun, d'un milieu hostile et d'un objectif partagé. Toutefois, un groupe n'est pas un individu, et «le changement d'échelle apporte des différences significatives, c'est-à-dire de possibles limites à l'expansion infinie de l'entraide», admettent volontiers les auteurs. En laissant cette question – capitale – grande ouverte: «Peut-on envisager une entraide généralisée du genre humain (et même au-delà) en prenant comme grand méchant loup le réchauffement climatique? C'est une bonne opportunité, mais le pari est loin d'être gagné!»

Pour clôturer ce passionnant périple, Pablo Servigne et Gauthier Chapelle nous proposent une plongée dans «la nuit des temps» qui nous rappelle combien l'homme est aussi un petit singe «immature et vulnérable» qui a appris à chasser, à se défendre, à fuir, à prendre soin de ses petits et à s'unir pour survivre. Il a aussi appris à fonctionner ensemble, à vivre en interdépendance, avant de devenir, au fil de sa lente évolution, un être social très développé. **Au cours de ce temps long, l'homme va également apprendre à s'entraider au travers d'une multitude d'interactions, qu'elles soient positives, neutres ou négatives. Il va ainsi innover selon trois principes étonnants: l'effet domino (l'entraide appelle l'entraide), la fusion (1+1 = 1) et la création de niveaux de complexité bien plus élaborés encore qui sont à l'origine de la vie: l'apparition des cellules, la respiration, la photosynthèse, etc.**

Extraits de Hugues Dorzée - Image-magazine.com

CHÉKÉBA HACHEMI

Chékéba Hachemi fonde en France en 1996 l'association Afghanistan Libre, dont l'objectif est de promouvoir les droits et la dignité des filles et femmes en Afghanistan en leur facilitant l'accès à l'éducation, la santé et l'épanouissement personnel. Elle préside encore cette association.

Première femme afghane à avoir été diplomate, auprès du gouvernement provisoire afghan, Chékéba Hachemi est nommée Première Secrétaire de l'Ambassade d'Afghanistan auprès de l'Union Européenne en janvier 2002. Trois ans plus tard, elle devient conseillère auprès du premier Vice-Président, en charge des grands projets de priorité nationale à Kaboul, puis Ministre-conseiller du président Hamid Karzaï à Paris en 2007, avant de démissionner deux ans plus tard pour motif de corruption du régime.

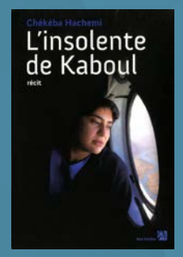
Avec le magazine Elle, l'activiste fonde en 2002 le premier magazine féminin publié en Afghanistan.

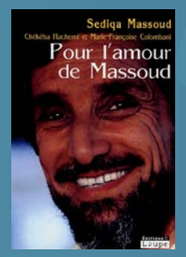
Chékéba Hachemi dirige aujourd'hui l'agence de conseil CH Consulting, active sur les terrains de la place des femmes dans l'entreprise et de la démarche philanthropique et RSE de grands groupes européens tels Engie ou L'Oréal. Elle a créé également le Guide des Expertes pour une meilleure visibilité des femmes dans les médias.

Co-auteur de *Pour l'amour de Massoud* avec l'épouse de ce dernier (Xo Editions, 2005), Chékéba Hachemi a également co-écrit *Latifa - visage volé* (Poche, 2002) et *L'insolente de Kaboul* (Poche, 2012), témoignage auto-biographique.

En tant que femme de notoriété publique investie depuis presque 20 ans dans la lutte pour la promotion et la protection des droits des femmes afghanes, Chékéba Hachemi utilise son charisme et sa détermination pour sensibiliser le grand public à sa cause. Elle intervient fréquemment dans les médias et auprès des grandes instances politiques telles que le Sénat français, l'Assemblée Nationale et le Parlement Européen pour sensibiliser le plus grand nombre d'individus aux conditions des femmes en Afghanistan et aux programmes d'Afghanistan Libre.

Elle remporta le prix de la « femme en or 2001 » et fut l'invitée d'honneur lors de la journée de la femme à Genève organisée par l'Organisation Internationale du Travail et le Haut-Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies en 2002. En 2012, elle reçut le prix Trofémina ainsi que le prix des droits de l'homme de la République française. En 2014, elle reçut l'insigne de Chevalier de l'Ordre National du Mérite des mains du ministre des affaires étrangères, Laurent Fabius.





L'ancienne diplomate afghane Chékéba Hachemi au Forum Libération de Rennes, le 11 avril 2014.

Douze ans après la chute du régime des talibans, la situation des femmes en Afghanistan reste très précaire. Rencontre avec Chékéba Hachemi, première femme à avoir été diplomate en Afghanistan sous la présidence d'Hamid Karzaï.

Que signifie la passation de pouvoir de Hamid Karzaï pour la condition des femmes en Afghanistan ?

Ce n'est pas tant la passation de pouvoir mais le retrait de la communauté internationale qui va avoir un double effet néfaste sur les femmes. Elles sont déjà les premières cibles des talibans qui annexent des régions aux frontières avec le Pakistan et cela va empirer. La présence de la communauté internationale faisait aussi pression sur le gouvernement pour intégrer le débat sur les femmes. Qui plus est, à la fin de son mandat, Hamid Karzaï a fait passer de nouvelles lois contre les femmes pour plaire à certains groupes fondamentalistes.

Les droits des femmes acquis pourraient-ils être sacrifiés au profit des négociations de paix ?

Les femmes afghanes sont les grandes absentes dans les débats de stratégie de sortie. Les subventions de mon ONG, Afghanistan Libre [qui promeut la dignité des femmes en Afghanistan] ont été coupées, ce qui prouve que le combat des femmes n'est plus une priorité. On tend même à revenir sur les acquis des femmes, parce qu'ils pensent qu'on a donné trop.

Les progrès sur la condition des femmes sont essentiellement visibles à Kaboul. Peut-on imaginer qu'ils touchent l'arrière-pays rural dans les années à venir ?

Jusqu'ici, il y avait un effet boule de neige entre Kaboul et l'arrière-pays, car les femmes travaillaient de plus en plus. Un tel envoie sa fille à l'université, et ça incite les autres à faire pareil. Mais avec la guerre, il n'y a pas la stabilité nécessaire pour que l'on avance. Je suis retournée à Kaboul il y a quelques mois, on a reculé énormément.

Comment imaginez-vous le féminisme en Afghanistan en 2030 ?

J'ai déjà du mal à l'imaginer dans six mois. J'ai toujours connu la guerre dans mon pays. Je me bats depuis 15 ans pour le droit des femmes, alors que notre constitution reconnaît les mêmes droits entre les femmes et les hommes. C'est un combat du quotidien mélangé au combat pour la survie.

La société afghane est en pleine mutation. Peut-on imaginer une société sans tchadri (synonyme de burqa en Afghanistan) en 2030 ?

Je suis contre le port du voile en France, mais en Afghanistan ça n'est pas une finalité en soi. La priorité, c'est qu'elles soient libres, qu'elles ne risquent pas leur vie. Elles l'enlèveront d'elles-mêmes lorsqu'elles seront éduquées, lorsqu'elles travailleront. Le tchadri, c'est un cache-misère, une conséquence du terrorisme international rendue obligatoire à un moment dans la société afghane. Ce n'est pas à moi de rêver d'une société sans une telle tenue vestimentaire.

Quels sont vos futurs combats pour les femmes afghanes ?

L'accès à l'éducation avant tout. L'Afghanistan est le pays où il fait le moins bon vivre, où le taux de mortalité à l'accouchement est le plus élevé. Je leur souhaite tous les fondamentaux. L'indépendance financière, ça viendra tout seul si elles ont déjà tout ça. Depuis la création de l'ONG, 70 000 jeunes filles ont eu accès à l'école. J'espère qu'Afghanistan Libre n'existera plus en 2030.

Maïwenn Bordron, étudiante en journalisme à l'IEP de Rennes
janvier 2017

« J'ai quitté l'Afghanistan à 11 ans dans des conditions compliquées. Nous fuyions le régime soviétique. Pendant 12 jours, j'ai traversé les montagnes vers le Pakistan, accompagnée d'un passeur mais séparée de ma mère. C'est à ce moment-là que j'ai vu la réalité de mon pays : des villages détruits par les bombardements et des gens tués un peu partout. J'ai vu l'injustice et ai découvert la guerre. Ces jours ont été difficiles et décisifs. S'ajoutait à cette situation la dureté du passeur, pour qui j'incarnais la «petite bourgeoise» de Kaboul. Face à cela, j'ai senti naître en moi une rage d'y arriver, quoi qu'il arrive. À l'issue de ce trajet pénible, je suis finalement arrivée au Pakistan et j'ai pu rejoindre la France où j'ai retrouvé mes frères et ma mère. Nous avons redémarré une nouvelle vie et j'ai pu suivre une scolarité normale.

J'ai toujours eu la volonté de repartir dans mon pays. C'est pourquoi, en 1996, à la fin de mes études de commerce, j'ai rapidement créé Afghanistan Libre avec trois amies françaises. La France m'avait donné l'accès au savoir, la plus belle chose que l'on puisse donner à n'importe quelle femme et petite fille dans le monde. Je voulais à mon tour donner cette chance aux filles et aux femmes de mon pays. Pour moi, l'éducation est primordiale parce qu'elle évite l'obscurantisme.

Rapidement, nous avons souhaité partir pour monter une école sur place. Mais **les talibans sont entrés dans Kaboul en septembre 1996** et nous avons dû rester en France. Une partie du pays, la Vallée du Panjshir, est toutefois restée libre, sous l'autorité du commandant Massoud. Je suis partie en 1999 à sa rencontre. A mon arrivée, des centaines de familles fuyaient les bombardements et affluaient dans la Vallée du Panjshir. Avec d'autres, j'ai aidé ces personnes à trouver un abri. Je pense que ce moment a été clé dans ma vie grâce à une rencontre qui a marqué la suite. Une femme avec ses enfants est arrivée dans le camp de réfugiés. Elle avait perdu la moitié de sa famille et, pourtant, l'une des premières choses qu'elle m'a dites était qu'il serait bien de créer une école dans le camp de réfugiés, pour que les petits aient l'impression de toujours être dans leur village. C'est sur le lieu de cette rencontre que nous avons construit en 2002 le lycée Malalaï, premier lycée de filles d'Afghanistan Libre.

L'autre rencontre qui a marqué cette période est celle du commandant Massoud. Nous avons fait beaucoup de choses ensemble et, pour lui, l'éducation des femmes est devenue un enjeu majeur pour l'Afghanistan. En France, à l'époque où les médias ont commencé à s'intéresser à la situation du pays, je suis devenue une porte-parole de ce qui se passait en Afghanistan. En 2000, le magazine Elle a d'ailleurs réalisé un dossier spécial sur ce pays, avec une Afghane en couverture.

Peu de temps après l'assassinat du commandant Massoud et les attentats aux États-Unis, en 2001, la situation a évolué en Afghanistan. Les forces américaines sont arrivées sur place et le Président Hamid Karzaï a été élu. **En décembre, je suis devenue la Première femme diplomate du gouvernement provisoire afghan**, la Première Secrétaire de l'Ambassade d'Afghanistan auprès de l'Union Européenne. À cette époque, j'ai beaucoup travaillé avec la Communauté européenne pour faire bouger les choses. Nous avons notamment obtenu le vote d'une ligne budgétaire dédiée aux femmes afghanes. En 2005, je suis repartie à Kaboul et suis devenue Conseillère auprès du Vice-Président afghan, en charge des grands projets de priorité nationale. J'ai alors pris conscience des limites de la politique. J'ai découvert la corruption de mon propre gouvernement et j'ai commencé à la dénoncer. La situation est devenue dangereuse pour moi à Kaboul et je suis repartie à Paris en 2008 en tant que Ministre Conseiller basée à Paris. **Un an plus tard, ne supportant plus la corruption omniprésente dans ce gouvernement, j'ai préféré démissionner**.

En 2010, j'ai créé une agence de conseil, spécialisée dans l'étude, la conception et la réalisation de projets sociétaux pour les secteurs public et privé, notamment la promotion et la place des femmes dans l'entreprise. J'ai également réalisé une série de documentaires sur les femmes dans le monde. **Aujourd'hui, en parallèle de mes activités de conseil, je poursuis mon combat pour les Afghanes grâce à l'association**.

Qu'en est-il de la situation sur le terrain actuellement en Afghanistan, gardez-vous l'espoir ?

Les chiffres sont éloquents. L'Afghanistan est encore considéré comme « le pire pays pour vivre en tant que femme». En 2014, «le pire endroit pour accoucher et pour naître ». Les Afghanes voient encore et toujours leurs droits fondamentaux menacés au quotidien. Mais, grâce à beaucoup d'acteurs et d'actrices sur place, certaines lignes bougent aujourd'hui. J'ai espoir que très bientôt toutes les petites « Parvana » d'Afghanistan et du monde entier vivront en paix durable dans leur pays. Cela passera forcément par l'accès à l'éducation, la sensibilisation à la santé, le suivi psycho-social et des activités socio-économiques et culturelles. C'est ce combat que je continuerai de mener.

Nous sommes un peuple optimiste et restons optimistes. Nous restons confiants pour l'avenir car les résultats des actions d'Afghanistan Libre sont extrêmement encourageants. Notre expertise est sollicitée : nous avons une approche de terrain et travaillons main dans la main avec les communautés locales.

Extraits de Naima Bencheman - 3 juillet 2018 - Putsh - https://putsch.media

PATRICK SAVIDAN

Patrick Savidan enseigne la philosophie politique à l'Université Paris-Est (Créteil) et à Sciences-Po Paris, après avoir été professeur à l'Université de Poitiers et maître de conférences à l'Université Paris-Sorbonne (Paris IV).

Il est également éditeur, d'abord pour les Éditions Grasset, où il a notamment créé et dirigé la collection *Mondes vécus*, et désormais pour les Éditions Albin Michel. Il dirige depuis sa création en 2003 la revue de philosophie politique *Raison publique* (Presses de l'Université de Rennes).

Cofondateur de l'Observatoire des inégalités en 2002, il a présidé l'organisation, au sein de laquelle il a été actif jusqu'en 2018.

Il est membre également du Conseil Scientifique de l'Education Nationale créé en 2018 par le Ministre Blanquer.

Formé en droit à l'université de Toulon et en sciences politiques à l'Université d'Ottawa où il a notamment travaillé, sous la direction de la philosophe Koula Mellos, sur les théoriciens de l'école de Francfort, il a ensuite soutenu, à l'Université Paris-Sorbonne, sous la direction du philosophe Alain Renaut, une thèse d'histoire de la philosophie consacrée à la notion de sujet chez Kant, qu'il réussit avec mention très honorable et les félicitations du jury. Il y soutient que les raisons pour lesquelles la théorie kantienne du sujet peut conserver une certaine actualité sont paradoxalement liées aux présupposés théologiques de Kant. Ses travaux s'inscrivent depuis dans le champ de la philosophie politique.

Soucieux d'engager la philosophie sur des questions concrètes, Patrick Savidan combine réflexion normative et savoirs issus de la recherche dans le domaine des sciences humaines. Ses travaux portent sur la démocratie et les différentes dimensions de la justice sociale.

Parmi les nombreux ouvrages du philosophe, citons *Voulons-nous vraiment l'égalité ?* (Albin Michel, 2015), *Repenser l'égalité des chances* (Grasset, 2007) ou *Le multiculturalisme* (Presses Universitaires de France, 2009).

INTERVIEW
Par Cécile Daumas et Anastasia Vécrin

Huit Français sur dix souhaitent une société plus égalitaire, mais ils sont pourtant peu nombreux à y œuvrer. Un paradoxe que le philosophe explique davantage par un sentiment de précarité sur fond de désengagement de l'État que par un individualisme forcené.

Patrick Savidan : Sommes-nous tous des hypocrites ? Alors que huit Français sur dix aspirent à une société plus égalitaire, nous adoptons pourtant des comportements qui contribuent à creuser les inégalités sociales : détournement de la sectorisation scolaire ou évitement de la mixité pour se loger. Ces choix favorisent un entre-soi participant de l'injustice sociale. **Comment expliquer cette passion contrariée pour l'égalité, ce paradoxe entre discours et action ? N'avons-nous pas perdu la foi en l'égalité ?**

À mon avis, non. Les gens pourraient trouver de multiples manières de justifier, à leurs yeux et aux yeux des autres, le creusement des inégalités. Pourtant, ils les condamnent massivement et constamment. La passion de l'égalité est donc bien réelle, la question est de savoir ce qui vient la contrarier. J'ai voulu écarter les réponses trop hâtives : les gens seraient des hypocrites sociaux, ils ne tireraient pas les conséquences de ce qu'ils savent, nous serions collectivement impuissants, dominés et manipulés par une élite malveillante, etc. Je fais une autre hypothèse : nous manifesterions, individuellement et collectivement, ce qu'en philosophie, depuis l'Antiquité, on appelle l'akrasia, une faiblesse de la volonté, c'est-à-dire que nous agirions d'une manière qui va à l'encontre de ce que nous savons être notre meilleur jugement.

Qu'est-ce qui fait que nous succombons à cette «faiblesse de la volonté» ?

Rappelons que l'augmentation des inégalités s'explique évidemment par des mécanismes extérieurs à l'individu, l'accroissement du chômage par exemple, mais il est important de voir dans quelle mesure nous ne prendrions pas part à cette évolution (même s'il ne s'agit que de la tolérer). L'expérience que nous faisons aujourd'hui du temps ouvre une piste intéressante. Tout est devenu plus instable pour nous : le passé, nous ne cessons de le relire et de lui adresser des injonctions issues du présent, quant au futur, nous ne l'envisageons plus qu'avec effroi, comme s'il ne savait plus promettre que le pire. A cela vient s'ajouter un processus de constante accélération du temps, qui fait de l'obsolescence, sur fond d'interdépendance croissante, une catégorie quasiment existentielle. Il en résulte un sentiment de très grande précarité qui incite les individus à rechercher, par réaction, des moyens de sécuriser coûte que coûte leur situation sociale.

Comme l'État ne joue plus le rôle protecteur qui est le sien, les individus en viennent à entrer dans des rapports de concurrence exacerbée, dont l'enjeu est la maîtrise de la situation et de ses tendances temporelles. Chacun veut se mettre, avec ceux qui lui sont chers, à l'abri de la précarité. Dans le contexte présent, cela contribue au creusement des inégalités.

Reste que la tendance lourde, sur le plan anthropologique, a toujours été, même en démocratie, de réintroduire de la certitude, de la régularité, de la prévisibilité, là où l'incertitude régnait. La loi joue normalement ce rôle ; mais lorsqu'elle est insuffisante, on cherche d'autres solutions. D'où la tendance des aristocraties à toujours renaître de leurs cendres : elles offrent à ceux qu'elles privilégient des positions sûres que ces derniers n'ont de cesse de vouloir renforcer. Pas seulement par égoïsme d'ailleurs, mais parce que ça leur paraît aussi le plus sûr moyen de garantir le bien-être de leurs proches.

C'est ce que vous appelez les solidarités électives…

En effet. Je voulais par-là prendre un peu de recul par rapport aux analyses qui s'attachent surtout à souligner que nous aurions un problème d'égoïsme, de repli sur soi, de défiance généralisée. Le problème n'est pas plus d'individualisme donc moins de solidarité, mais moins de solidarité publique pour plus de solidarité élective. On assiste à une sorte de reprise en main sociale de la solidarité. Nous avons collectivement tendance à nous désengager de certaines formes publiques de solidarité pour pouvoir mieux aider ceux qui nous sont chers. Cette forme élective de solidarité n'est pas forcément celle à laquelle les individus souhaiteraient se cantonner, mais c'est bien celle à laquelle ils désirent pouvoir ne pas manquer. Elle est restreinte, mais non pas défensive. On ne peut pas reprocher à des individus de faire le maximum pour leurs enfants ou pour leurs parents.

Cette tension sociale propre à la démocratie contribue à créer une oligarchie…

Cette recherche de la sécurité pose problème parce que, dans le contexte présent, la sécurité devient un bien concurrentiel : il ne s'agit pas seulement d'être en sécurité, mais de disposer de la position la plus sûre possible. C'est à partir de ce surcroît de sécurité que l'on va pouvoir assurer sa reproduction. On cherche donc à externaliser l'incertitude. Et on présuppose que tout le monde fait de même. C'est là que la tentation oligarchique s'enclenche. Si aujourd'hui les inégalités se creusent, ce n'est pas seulement parce qu'une petite élite détient jalousement le pouvoir économique et politique, mais parce que tout le monde ou presque aspire au type de sécurité auquel accèdent les oligarques.

Dans un contexte très incertain, marqué par le sentiment d'une certaine impuissance sociale et économique des gouvernements, s'impose la conviction que, pour ne pas subir l'arbitraire, il faut l'externaliser, pour ne pas être dominé, il faut tenir les leviers de la domination. Ainsi se démocratise ou se diffuse la tentation oligarchique. Il s'agit d'accéder à une position dominante, pas nécessairement pour exercer cette domination, mais pour éviter de la subir !

En disant que les individus ne sont ni égoïstes ni immoraux, vous les déresponsabilisez ?

Il faut sortir du dualisme soit responsables soit irresponsables. Si les gens peuvent passer de la solidarité partielle à la solidarité collective, ils le font. Le problème, c'est que nous sommes ou croyons être dans une société qui nous incite à penser que nous devons choisir. J'encourage à vrai dire si peu l'irresponsabilité que je commence par présupposer que les niveaux d'inégalité actuels sont aussi de notre fait, au sens où nous pourrions agir significativement sur eux si nous en décidions ainsi. Vouloir être en capacité d'aider ses proches, ce n'est pas être irresponsable. Ce qu'il faut, c'est essayer de créer les conditions matérielles et temporelles qui permettront de renouer le lien entre les solidarités, de souligner les liens de continuité qui existent entre elles. Si la solidarité publique continue de faiblir, il arrivera d'ailleurs un moment où nous ne pourrons même plus répondre aux attentes des solidarités électives.

Est-ce que le politique peut agir sur ces logiques individuelles ?

Déjà, le politique devrait arrêter de promouvoir des mesures qui vont dans le sens de la privatisation de la solidarité, ce qu'il fait lorsqu'il se désengage ou ne s'engage pas suffisamment dans la prise en charge des besoins des jeunes ou des personnes âgées par exemple, conduisant les familles, dans la mesure de leurs moyens, à concentrer sur eux leurs efforts de solidarité. Ce qu'il fait encore lorsqu'il privilégie le ciblage en matière de politique sociale. Il doit pousser dans le sens de l'universalité, et par ailleurs agir pour juguler et éradiquer l'incertitude. Je pense par exemple à tout ce que Robert Castel a pu dire de l'importance sociale et psychique de la condition salariale. Si la crise temporelle est aiguë, c'est aussi parce que le politique, dans la forme instituée qui est la sienne, a perdu tout crédit. Et on ne s'en sortira pas en lançant aux citoyens de grands appels à plus de solidarité ; il faut agir sur les conditions matérielles et temporelles par des programmes d'investissement public durables auxquels nous puissions croire collectivement.

Comment recréer des solidarités plus collectives ?

Il faut repartir des citoyens, des pratiques qui sont les leurs quand ils s'efforcent de construire des formes de solidarité élargies. Il ne s'agit pas de prescrire, mais de regarder ce qui se fait déjà, d'examiner les formes concrètes que prennent ces pratiques d'émancipation, de résistance et de coopération. Celles-ci ne sont pas muettes, elles nous disent quelque chose de l'effort que nous pouvons engager pour recouvrer un sens de la coopération et du progrès commun. Rien de tel que de soutenir pour cela les collectifs qui se forment en vue de la résolution d'un problème public spécifique, que ce soit dans le champ scolaire ou dans celui de la santé, ou sur les questions de revenus. Pour moi, ces efforts correspondent à des tentatives de réappropriation collective du temps et de l'avenir. A l'épreuve de ces expériences, nous pourrons prendre collectivement conscience que la sécurité à laquelle nous aspirons ne sera accessible que si nous parvenons à en faire un bien commun, c'est-à-dire un bien qui ne peut être diminué pour certains sans l'être pour tous et qui ne sera augmenté que s'il l'est aussi pour chacun !

Extraits de l'interview : Cécile Daumas , Anastasia Vécrin. 4 septembre 2015 Libération

Face à un système politique et social si mal orienté, changer vraiment est une évidence à laquelle il faut simplement que nous parvenions à croire ensemble. Utopie toute réaliste, on le voit, puisque l'on peut dire désormais, sans trembler, que nous avons plus à y gagner qu'à y perdre. Le pari de Pascal n'est plus une aventure.

Extrait des conclusions du livre
Voulons-nous vraiment l'égalité ?

OLIVIER HOUDÉ

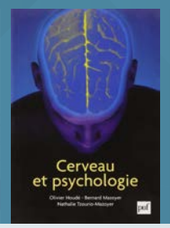
Olivier Houdé, instituteur de formation à l'origine, est aujourd'hui professeur de psychologie du développement à l'université de Paris Descartes. Il y dirige depuis 2000 le Laboratoire de Psychologie du Développement et de l'Éducation de l'enfant (LaPsyDé) de la Sorbonne.

Il est le premier en France et l'un des premiers au monde à avoir articulé l'imagerie cérébrale et la psychologie expérimentale de l'enfant.

Le psychologue est membre senior de l'Institut Universitaire de France en 2007-2017.

Olivier Houdé a publié notamment *Cerveau et psychologie* (Presse Universitaire de France, 2002) et *Psychologie du développement cognitif* (avec Gaëlle Le Roux, Presse Universitaire de France, 2009).

Dans son dernier ouvrage *Apprendre à résister* (Le Pommier, 2014), à l'aide de l'appui conjugué de la psychologie et de l'imagerie cérébrale, l'auteur isole une fonction essentielle du cerveau: la résistance cognitive, c'est-à-dire la capacité de notre cerveau à inhiber les automatismes de pensée pour nous permettre de réfléchir. Olivier Houdé explique comment mettre cette résistance en oeuvre pour améliorer l'apprentissage à tout âge.



Le sens de l'égalité est-il inné ou acquis ? Le psychologue Olivier Houdé fait le point sur les études en cours.

In Philomag n°33 Octobre 2009

« La question de l'égalité trouve ses racines très précocement dans la vie sociale de l'enfant », comme l'avait déjà remarqué Jean Piaget en 1932 dans Le Jugement moral chez l'enfant. On peut observer assez tôt deux réactions qui joueront un grand rôle dans cette élaboration. La jalousie, tout d'abord, se manifeste très nettement chez les bébés. Lorsqu'ils voient un autre enfant sur les genoux de leur mère ou qu'on leur prend un jouet pour le donner à d'autres, les bébés de 8 à 12 mois, voire plus jeunes, expriment souvent de violents sentiments de colère. C'est une sorte d'instinct de défense des intérêts personnels pour la survie de l'ego, inscrit dans notre évolution biologique. La tendance égocentrée est très forte chez le jeune enfant. Mais on observe aussi, en corrélation avec l'imitation et le "goût des autres" qui en résulte – sympathie et empathie –, des réactions d'altruisme et de partage également très précoces: un bébé de 12 mois mettra ses jouets entre les mains d'un autre par exemple. Il y aura ensuite, durant l'enfance, des alternances capricieuses d'égoïsme et d'altruisme.

« L'équité serait dès 7 ans un facteur de cohésion sociale et de survie du groupe » Mais la question centrale que se posent les psychologues est celle de la naissance d'un réel sens moral du bien. Une recherche américaine récente indique que dès l'âge de 6 mois les bébés préfèrent, sur de petites vidéos, les gentils aux méchants: un fondement à l'éthique qui se développera dans les années suivantes (1). Cependant ce sens de l'altruisme existe chez tous les animaux sociaux. Il ne correspond pas encore au sens de l'équité, qui, lui, n'est pas motivé par l'attente d'une réciprocité. Cette exigence morale, sans doute spécifiquement humaine, est donc acquise. Une étude suisse portant sur des enfants âgés de 3 à 8 ans a récemment découvert que l'équité n'apparaîtrait que vers l'âge de 7 ans (2). Chaque enfant observé devait répartir des bonbons entre lui et un partenaire représenté par une photo – permettant d'éliminer le risque que les décisions de l'enfant soient motivées par l'attente d'une réciprocité. L'enfant avait le choix entre deux options: deux bonbons pour lui et rien pour l'autre, ou un bonbon chacun. Résultat: l'aversion pour l'inégalité n'apparaît qu'à 7-8 ans, alors qu'à 3-4 ans les choix sont égocentrés. L'expérience n'utilise cependant que des photos d'enfants de la même école.

Réflexe évolutif, l'équité serait donc dès 7 ans un facteur de cohésion sociale et de survie du groupe d'appartenance – mais serait limitée aux intérêts communs. Cet égalitarisme procède certainement d'un apprentissage culturel intensif des règles de partage à l'école ou à la maison entre 3 et 7 ans. Mais il n'en garde pas moins un ancrage biologique de survie. C'est sans doute ce qui sous-tend, pour le reste de la vie, à l'adolescence et à l'âge adulte, l'hostilité viscérale à tout traitement inégal dans le groupe social. Cette exigence si forte d'être traité comme les autres, ni mieux (le fayot) ni moins bien (le souffre-douleur). »

Pour le psychologue Olivier Houdé, on apprend en résistant à ses propres automatismes. **Bonne nouvelle, ça se travaille** !

Grâce à l'imagerie cérébrale, le chercheur réexamine la théorie de J. Piaget. Pour ce dernier, l'enfant passe par différents « stades », des automatismes à la pensée réflexive. Selon O. Houdé, les deux coexistent dans le cerveau humain, dès la naissance. **L'intelligence consiste à arbitrer, c'est-à-dire à déterminer les situations dans lesquelles la réflexion doit se substituer à la spontanéité. Apprendre à résister, pour dépasser nos automatismes, est à la fois le moteur du développement humain et un mot d'ordre pour notre temps**.

(1) « Social evaluation by preverbal infants », de J. Hamlin, K. Wynn et P. Bloom, Nature n° 450 (2007).

(2) « Egalitarianism in young children », d'E. Fehr, H. Bernhard et B. Rockenbach, Nature n° 454 (2008).

Votre dernier livre s'intitule Apprendre à résister. Qu'est-ce que cela signifie ?

Ce livre résume vingt années de recherches menées par mon laboratoire. « Résister » est le mot le plus simple, le plus évocateur, pour refléter cette capacité mentale fondamentale: notre cerveau doit savoir inhiber nos impulsions, nos automatismes. **La résistance est à la fois un élan universel et un combat individuel, contre soi-même**. Pour bien comprendre ma théorie du développement cognitif et ses conséquences éducatives, il faut savoir que le cerveau de l'enfant, comme celui de l'adulte, fonctionne avec deux types de stratégies pour résoudre les problèmes: l'heuristique et l'algorithme. L'heuristique est une logique rapide et intuitive. C'est par exemple l'association de la longueur au nombre, identifiée par J. Piaget. Au lieu de compter des objets alignés, ce que les enfants savent parfaitement faire, ils utilisent une stratégie plus rapide: mesurer la longueur des rangs. Ce procédé marche souvent, mais pas toujours. Notre cerveau fonctionne soit selon le mode heuristique, soit selon le mode algorithmique. Dans certains cas, l'heuristique est tellement rapide qu'elle nous empêche d'être logiques, rationnels. Il faut qu'un troisième système intervienne pour résister aux heuristiques et activer nos algorithmes. C'est l'inhibition. Elle intervient dans toutes les formes de connaissance: de la permanence des objets chez les bébés au raisonnement de l'adulte, en passant par le dénombrement ou encore la classification.

C'est ce que vous avez découvert grâce à l'imagerie cérébrale ?

J'avais déjà cette idée de système d'inhibition dans les années 1990. À travers des études comportementales, j'ai remarqué que dès que l'on présentait un piège perceptif à l'enfant, comme dans l'expérience des éléphants Babar, il se trompait, alors que dans d'autres situations où l'on testait ses compétences numériques sans qu'il y ait de piège à inhiber, l'enfant réussissait. L'imagerie cérébrale a montré que la capacité d'inhiber se situe dans le cortex préfrontal. Mais ce n'est pas tout ! Les progrès techniques permettent de reconstituer plus finement l'activité cérébrale, de voir comment elle évolue. Les IRM sont comme des caméras: on peut « filmer » le cerveau en direct, ou plus exactement reconstruire son image 3D sur ordinateur, pour observer des opérations mentales qui durent à peine quelques secondes. Et de l'ordre des millisecondes avec l'électroencéphalogramme à haute densité. C'est ce qui nous a permis de montrer que, pour réaliser certaines tâches, le système inhibiteur doit s'activer, désamorcer les automatismes et enclencher la réflexion très rapidement. C'est comme si on avait découvert l'ADN de la connaissance.

Ces trois systèmes existent-ils dès la naissance ?

Le système heuristique et celui algorithmique coexistent très tôt, sans doute dès le début du développement, c'est-à-dire dans les premiers mois de la vie. C'est une découverte par rapport aux travaux de J. Piaget, car selon lui, le système logique est le stade ultime de développement, à l'âge adulte. Or, les deux existent à la naissance, tout en se développant sous l'influence de la culture. Ce n'est pas to-

talement inné. Notre cerveau est précâblé pour apprendre, mais il faut ensuite établir les connexions. Dès les premiers mois de la vie, on a des capacités de quantification, arithmétiques, statistiques, logiques, etc., et aussi des automatismes. Anatomiquement, le système inhibiteur est la région du cerveau qui se développe le plus tardivement et le plus lentement. La maturation du cortex préfrontal commence seulement à partir de 12 mois et elle dure jusqu'à l'âge adulte. C'est la raison pour laquelle les enfants, comme les adultes, ont des difficultés à inhiber. Il s'agit là d'une donnée fondamentale pour l'éducation : c'est sur ce point qu'il faut travailler.

Quelles sont les applications pratiques de cette théorie ?

La théorie de la résistance cognitive permet de décortiquer des mécanismes comme ceux de la dyslexie. L'inhibition intervient pour éviter une erreur classique de l'apprentissage de la lecture : la confusion des lettres. Les enfants ont souvent des problèmes pour distinguer les « b » et les « d » par exemple, notamment lorsqu'ils sont dyslexiques. Le psychologue Stanislas Dehaene a montré que le cerveau recycle certaines régions : lorsqu'ils ont appris à reconnaître les objets, la même partie du cerveau des enfants est réemployée pour apprendre la lecture. Or, comme ce sont les mêmes parties du cerveau qui sont mobilisées, certains automatismes ressurgissent. Pour n'en citer qu'un, quand on voit un objet dans deux orientations différentes, on apprend à les identifier comme correspondant au même objet. C'est ce que l'on appelle la « généralisation en miroir ». C'est un mécanisme très efficace qu'utilisent les animaux comme les humains. Mais au moment de l'apprentissage de la lecture, cet automatisme peut poser problème… Selon notre théorie, pour corriger la dyslexie, il faut que le cerveau inhibe temporairement cette généralisation afin de faire la distinction b/d par exemple… D'ailleurs, on voit parfois ressurgir ce problème chez l'adulte, ce qui montre qu'on est tous des dyslexiques potentiels.

Comment se déclenche l'inhibition ? Qu'est-ce qui met en alerte notre cerveau et lui indique qu'il doit empêcher les automatismes d'intervenir ?

Pour apprendre à résister, il faut mobiliser les émotions et les sentiments. Dans l'exemple de l'association arithmétique « plus-addition », l'enfant qui donne une mauvaise réponse est surpris car il pensait avoir raison. Son jugement personnel est perturbé : « J'ai donné une mauvaise réponse : je ne suis pas aussi malin que je le croyais. » Il est déçu et ne veut pas renouveler cette expérience déplaisante. L'erreur surprend et génère le regret de s'être trompé. Par la suite, l'enfant cherche à inhiber l'automatisme. Il réfléchit pour ne pas se tromper à nouveau.

Dans votre livre, vous faites le lien entre la résistance contre soi et les résistances politiques de Gandhi, Nelson Mandela ou encore Jean Moulin. Vous dites qu'elles sont du même ordre. Votre théorie a-t-elle une portée sociale et politique ?

L'usage de ma théorie est évident pour la psychologie et l'éducation. Mais elle peut aussi fonder un paradigme transversal pour la sociologie des systèmes politiques, des entreprises et de la prise de décision. On a l'exemple récent de l'adolescente de 17 ans, Malala Yousafza, qui a reçu le prix Nobel de la paix pour sa résistance aux talibans. L'intelligence humaine consiste à apprendre à résister, c'est-à-dire à inhiber le système des automatismes pour activer celui de la logique. Ce n'est jamais gagné.

À tout moment, les automatismes tels que les barbarismes, les violences, les décisions non rationnelles peuvent revenir. Il arrive que le système d'arbitrage interne fonctionne mal, à l'échelle individuelle comme à l'échelle collective. C'est d'ailleurs d'autant plus vrai à l'échelle collective. Le groupe ou la communauté renforce souvent les automatismes et les stéréotypes, dans le monde et aujourd'hui sur Internet via les réseaux sociaux.

L'éducation doit jouer un rôle essentiel : donner aux enfants les moyens de développer un esprit critique. Il nous faut redécouvrir ce qu'est le progrès dans un siècle où on a le sentiment que tous les acquis peuvent s'effondrer. La résistance caractérise l'individu, mais aussi, probablement, le fonctionnement global de la société, ce qui en fait un paradigme transversal pour les sciences humaines.

Propos recueillis par Maud Navarre,
décembre 2014, Sciences Humaines.com

MATTHIEU LE GRELLE & FRÉDÉRIC SIMONART

Matthieu Le Grelle, diplômé en sciences sociales, démarre sa vie professionnelle en globe-trotter, pour coordonner des projets humanitaires avec Médecins du Monde et puis le Comité International de la Croix-Rouge.

Frédéric Simonart, ingénieur de gestion, se spécialise dans la gestion des ressources humaines.

En 2012, interpellés par les questions des inégalités, de l'emploi des jeunes, de l'immigration, du vieillissement de la population, les deux comparses choisissent de joindre leurs compétences pour contribuer à réduire les les inégalités d'accès au marché du travail dont souffrent les jeunes issus de l'immigration à Bruxelles. Ils créent Duo for a Job, asbl qui forme des duos entre des jeunes chercheurs d'emploi issus de l'immigration et des seniors expérimentés à la (pré)retraite, qui les accompagnent et les soutiennent dans leur recherche d'emploi. L'association forme les mentors au mentoring. Celui-ci, aux dimensions intergénérationnelle et interculturelle, s'étend sur une durée de six mois à raison d'une rencontre par semaine, période tout au long de laquelle le duo est suivi par Duo.

Les résultats sont probants, le taux de mise à l'emploi ou de démarrage d'une formation au bout des six mois de fonctionnement des duos étant largement supérieur à celui d'autres jeunes issus de l'immigration n'ayant pas eu la chance de bénéficier du soutien de Duo for a job.

L'association s'étend, active maintenant à Anvers et Liège également, et sollicitée à l'étranger pour y développer des projets similaires.

À Bruxelles, les jeunes issus de l'immigration ont plus de mal à intégrer le marché de l'emploi, tandis que certains professionnels à la (pré)retraite ont du temps et connaissent bien le tissu économique local. Fort de ce constat, Duo for a Job organise des duos de mentorat intergénérationnel sur 6 mois : le jeune bénéficie ainsi de l'expérience de son mentor, qui l'aide à définir son projet professionnel, partage ses connaissances du métier et lui apporte un soutien moral. Basée sur la confiance et le respect mutuel, la relation qui s'installe permet de créer du lien social et encourage une solidarité de proximité, tout en apportant une réponse concrète à l'accès au marché du travail des jeunes issus de l'immigration.

Pour aider concrètement des jeunes à trouver un emploi.

S'il est un aspect particulièrement préoccupant dans le contexte socio-économique qui est le nôtre actuellement, c'est bien l'emploi des jeunes. D'autant qu'aux problèmes des jeunes Belges sont venus s'ajouter, plus aigus encore, ceux des jeunes issus de l'immigration. Des jeunes qui, souvent, en fuyant leur pays ont aussi interrompu brusquement leurs études ou leur carrière professionnelle.

Un jeune et un senior

Nous sommes généralement bien conscients de ces problèmes. Nous nous apitoyons, nous compatissons puis nous nous replongeons dans ce qui fait notre vie en nous réjouissant de vivre dans un pays comme le nôtre. En 2012, une ASBL est créée à Bruxelles par quatre trentenaires dont l'objectif est d'aider des jeunes migrants à trouver un travail. Cette ASBL vient tout juste de s'implanter à Liège.

La formule est neuve. Il s'agit de mettre en relation un jeune chercheur d'emploi avec un (ou une) senior expérimenté, par exemple retraité ou préretraité. La collaboration qui s'instaure dans ce « duo » doit permettre au jeune, grâce à l'expérience de son « mentor » de s'intégrer plus facilement dans notre société, en découvrant la manière de se présenter, en étant informé sur les contraintes et les arcanes que nécessite la recherche d'un emploi. Après une petite formation par l'ASBL, le mentor va suivre un jeune à raison de deux heures par semaine pendant six mois. Il va avec son « mentee » (terme anglais qui désigne celui ou celle qui est sous la protection d'un mentor), définir un projet professionnel, chercher des offres d'emploi, apprendre à passer des interviews, informer sur les codes qui régissent certains secteurs d'activités et qui font la culture de notre pays. Pendant tout ce temps, l'ASBL est à la disposition du mentor pour l'aider à progresser dans les relations au sein du duo.

Évolution encourageante

Depuis le début des activités en 2013, 487 jeunes ont été accompagnés par près de 300 mentors. Près de la moitié de ces jeunes sont repris sur l'année 2016, ce qui témoigne de l'évolution des activités de DUO for a JOB. 95 % des mentors recommencent des accompagnements après avoir mené à terme un premier duo. Jusqu'à présent on compte 44, 8 % de femmes et 55, 2 % d'hommes chez les mentors. Pour 2017, avec la création d'antennes à Liège et à Anvers, l'objectif est de créer 550 « duos ».

Ces chiffres peuvent paraître une goutte d'eau dans l'océan des milliers de jeunes demandeurs d'asile. C'est le moment de se souvenir de l'abbé Gerratz et de l'action qu'il menait avec la Maison heureuse pour accueillir des jeunes en détresse. Il y avait souvent des ratages chez ses jeunes protégés : **« Si, disait-il, quand je mourrai, je peux dire que j'ai sauvé un seul de ces jeunes, ma vie n'aura pas été inutile »**.

Extraits de l'interview par Lily Portugaels - La Libre, 05 juin 2017

MERCI

CÉDRIC ALLARD
Accueil et communication
www.upagency.be

GÉRALD LÉONARD
Restauration et locaux
www.profondval.com

DOMINIQUE HURET
Interviews des orateurs
www.capedecision.com

JOËL BRAEM
Librairie
www.uopc.be

ANNE MATON
Accueil des orateurs

LOÏC DEBAUCHE
Caméraman

MARTINE ZUNINI
Photos
www.zunini.com

ANTOINE HENRY
DE FRAHAN
Conclusions en dessins
www.frahanblonde.com

MATTHIEU DENIS
Graphisme
made graphic

FUTUR DU TRAVAIL 3ème ÉDITION

LE 16 MAI 2019 À PROFONDVAL DE 13H À 22H

Une réflexion prospective d'une demi-journée avec des orateurs de divers horizons.

La révolution digitale en route dans tous les secteurs de l'économie aura de profonds impacts sur les compétences nécessaires à diriger des entreprises dont l'ADN se transforme rapidement.

Les référentiels traditionnels en termes de compétences et d'expériences requises sont déjà mis à mal aujourd'hui, et cette tendance s'accélère. De quelle étoffe devront être les leaders de ce nouveau monde, et quel rôle sera dévolu aux professionnels des ressources humaines pour piloter cette transformation ?

Dans un monde du travail en pleine mutation, l'unicité du contrat de travail (un seul employeur, un seul lieu de travail, un seul horaire, une carrière unique) disparait peu à peu. Pour Jean-Pierre Gaudard (« La fin du salariat »), le salariat serait même une espèce en voie de disparition tandis que les structures hiérarchiques se trouvent discréditées et que l'autonomie et la réalisation de soi sont plus valorisées.

LES PARRAINS

Eric Salmon & Partners – Executive Search & Assessment

RiseSmart – a Randstad company

Tax Consult

Taquet, Clesse & Van Eeckhoutte – Association d'avocats Bruxelles-Liège-Gand

whyte corporate affairs

Q7 Leader

Nexum – People solutions for business challenges

LES INTERVENANTS DE 2018 SUR LE THÈME DE « LA RÉVOLUTION DES COMPÉTENCES »

FRÉDÉRIC PANIER

Junior Partner McKinsey, Chercheur en économie à l'université de Stanford (2009-2014), PhD in Economics (Stanford, 2015), Master in Economics UCL (2007), Master en droit ULB (2004)

MATTHIEU FOUQUET

Secrétaire général et partner HR (Onepoint), DRH Emtechnologies (2006-2009), HRD Valeo (2001-2006), Sciences Politiques (Paris), Dea Droit (Paris Assas).

LAURENT HUBLET

CEO & Co-Founder de BeCentral, ancien conseiller en charge du digital auprès du Ministre Alexander De Croo (2014 - 2018), project leader& consultant BCG (2009 - 2014), MBA Columbia (2012), Master en philosophie ULB (2007), Master en finances Solvay Business School (2006).

PIERRE PORTEVIN

Chief Inspiration Officer (DareDo), auteur de « Osez, ça change tout » (Le Souffle d'Or, 2017) et de « Mon meilleur ami c'est moi » (Eyrolles 2017). Pierre est consultant, coach et formateur, passionné par l'intelligence collective des organisations et la sécurité psychologique au sein des équipes. Il compte parmi ses références internationales des entreprises comme Total, Pernod Ricard, Nokia.

REGGY-CHARLES DEGEN

Managing Partner de Q7Leader (anciennement YoumanCapital), société qui offre des solutions HR aux entrepreneurs en matière d'identification, développement & engagement des talents. Depuis 2002, il enseigne la systémique dans la gestion des organisations et des ressources humaines à la Solvay Brussels School of Economics and Management (ULB) et dans différentes écoles de management. Ancien CHRO de BT International Market , Mobistar (Orange) et Xerox entre autres.

STÉPHANIE CARLENS

Après 18 années dans le secteur financier, Stéphanie fonde HAPPYtude, cabinet de conseil, stratégie et management. Consultante Certificateur agréé par la Ligue Mondiale pour le Droit au Bonheur. Elle est également la représentante en Belgique de la Fabrique Spinoza, think-tank du Bonheur citoyen en France.

JEAN-PIERRE GAUDARD

Journaliste et auteur de "La fin du salariat" (2013), "Le mal industriel français", rédacteur en chef de l'Usine Nouvelle (1990-2002).

LAURENT LEDOUX

Directeur chez Prospheres, ancien président du SPF Mobilité (2013-2016), directeur de Philosophie & Management, maître de conférence UBI, LSM-UCL et HEC-ULg, Head of Public Banking (BNP Paribas Fortis 2007-2012), chef de cabinet du Ministre de l'Enseignement (2004-2006), Cepac Solvay (1997), Master en économie (Namur et Bologne - 1991). Il est également conférencier et coach sur le thème des entreprises libérées.

MURIEL VAN ANTWERPEN

CHRO Cliniques Universitaires Saint-Luc (2015-2017), Regional HR Yara International (2012-2015), HR transformation & Talent AstraZeneca (2010-2012), Master Business administration & Management UCL (1997).

STANISLAS VAN WASSENHOVE

Avocat (1984) au barreau de Bruxelles (Taquet), conseille les dirigeant (e)s, accompagne les organisations juridiques et les cabinets d'avocats dans la mutation digitale et collaborative. Fondateur et managing partner de CMS Belgium (1999-2013), auteur de "Management du cabinet d'avocat, de la croissance à la durabilité" (Anthemis 2013), initiateur des conférences "Electrochoc numérique des avocats", "Futur du travail" et fondateur de l'Université d'été Trans-mutation.

65% des métiers que la génération Z (moins de 20 ans) occupera demain n'existent pas encore à l'heure actuelle.

On s'attend à ce que les changements technologiques (digitalisation, intelligence artificielle, innovations technologiques) continuent de mettre les compétences sous pression.

Selon le Forum économique mondial, plus d'un tiers des compétences clés de la majorité des emplois à pourvoir d'ici 2020 ne sont pas encore considérées comme cruciales aujourd'hui. Pour faire face à cette obsolescence des compétences, les organisations et les individus doivent agir. Les premières pour garantir leur compétitivité, les seconds pour préserver leur employabilité.

La volonté et la capacité d'acquérir de nouvelles compétences pour rester «employable» sur le marché du travail deviendra la clé de la réussite.

Jonas Prising (Président et CEO de ManpowerGroup)

VENEZ FÊTER LES 10 ANS DE TRANS-MUTATION AVEC NOUS LES 29 ET 30 AOÛT 2019

PLUS DE 40 ORATEURS - ORATRICES DE TRANS-MUTATION CONTRIBUERONT AU LIVRE

«10 ANS DE MUTATION» QUI SERA PUBLIÉ À CETTE OCCASION.

Éditeur responsable
Stanislas van Wassenhove

ASBL Trans-mutation
Avenue de la Tenderie 64 – 1170 Bruxelles
TVA BE0825.252.145

www.trans-mutation.eu